

REPUBLIQUE TOGOLAISE

TRAVAIL-LIBERTÉ-PATRIE



PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

MINISTÈRE AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
CHARGE DE LA PLANIFICATION  
DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



*Au service  
des peuples  
et des nations*



## RAPPORT SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT - **RAPD 2011**

Septembre 2012



RAPPORT SUR L'AIDE PUBLIQUE  
AU DEVELOPPEMENT  
**RAPD 2011**

---



# Table des matières

TABLE DES MATIERES .....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
LISTE DES TABLEAUX .....	8
LISTE DES GRAPHIQUES : .....	9
PREFACE .....	13
APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	17
INTRODUCTION .....	18
PREMIERE PARTIE : APERCU GENERAL DU PAYS .....	20
CHAPITRE 1 : INFORMATIONS GENERALES.....	21
1.1.Situation géographique .....	21
1.2.Conditions naturelles .....	21
1.3.Population .....	21
1.4.Situation administrative .....	22
CHAPITRE 2 : APERCU DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQU ET SOCIAL.....	24
2.1. Situation politique.....	24
2.2. Situation économique.....	24
2.2.1. Secteurs économiques.....	24
2.2.1.1 Secteur primaire .....	25
2.2.1.2 Secteur secondaire .....	25
2.2.1.3 Secteur tertiaire .....	25
2.2.2. Performances macroéconomiques récentes .....	26
2.2.2.1. Finances publiques : principales réformes et réalisations.....	26
2.2.2.2. Dette et situation monétaire .....	28
2.2.2.3. Equilibre ressources – emplois .....	28
2.2.2.4. Situation de la convergence .....	29
2.3. Situation sociale .....	29
2.3.1. Secteur de l'éducation.....	30
2.3.2. Secteur de la santé.....	31
2.3.3. Genre et droits humains .....	32
2.3.4. Environnement et cadre de vie.....	32
2.3.5. Eau potable et Assainissement.....	34
DEUXIEME PARTIE: TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....	35

CHAPITRE 1 : EVOLUTION ET REPARTITION DE L' AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT .....	36
1.1.Evolution de l'APD de 2006 à 2011 .....	37
1.2.Principaux donateurs de l'APD 2011.....	37
1.3.Répartition de l'APD par groupe de donateurs.....	38
1.4.Répartition de l'APD par type de financement.....	39
1.4.1.Dons.....	40
1.4.2.Prêts.....	41
1.5.Repartition de l'APD par nature de coopération.....	42
1.5.1.Principaux donateurs bilatéraux.....	43
1.5.2.Principaux donateurs multilatéraux .....	43
1.5.3 Part des Organisations de la Société Civile (OSC) dans l'APD .....	44
1.6. Part de l'Appui budgétaire global dans l'APD .....	45
CHAPITRE 2 : REPARTITION DE L'APD PAR PILIER DU DSRP-C, PAR COMITE SECTORIEL, PAR SECTEUR DE L'UEMOA ET PAR SECTEUR PRIORITAIRE.....	46
2.1. Répartition de l'APD par pilier du DSRP-C.....	46
2.1.1. Pilier 1 : Renforcement de la Gouvernance .....	48
2.1.2. Pilier 2 : Consolidation d'une croissance forte et durable .....	49
2.1.3. Pilier 3 : Développement du capital humain.....	50
2.1.4. Pilier 4 : Développement à la base et réduction des déséquilibres régionaux .....	51
2.2. Répartition de l'APD par comité sectoriel.....	52
2.3. Répartition de l'APD par secteur de l'UEMOA .....	52
2.4. Répartition de l'APD dans les 5 secteurs prioritaires .....	53
2.4.1. Financement du secteur des Infrastructures.....	54
2.4.2. Financement du secteur de la santé.....	55
2.4.3. Financement du secteur de l'éducation.....	55
2.4.4. Financement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement .....	56
2.4.5. Financement du secteur de l'Agriculture.....	57
TROISIEME PARTIE: SITUATION DES DONNEES RELATIVES A L' AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR PILIER DU DSRP.....	58
CONCLUSION.....	97
ANNEXES.....	98
Annexe 1 : Liste des membres de l'équipe chargée de l'élaboration du RAPD 2011 .....	99
Annexe 2 : Questionnaire de collecte des données.....	100
Annexe 3 : Classification des groupes de Donateurs.....	101
Annexe 4 : Situation des devises utilisées .....	108

## Sigles et abreviations

<b>ABG</b>	Appui Budgétaire Global
<b>AENF</b>	Alphabétisation et Education Non Formelle
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>ARV</b>	Anti Retro Viraux
<b>ASS</b>	Afrique Subsaharienne
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BIA-TOGO</b>	Banque d’Investissement de l’Afrique – TOGO
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BIDC</b>	Banque d’Investissement et de Développement de la CEDEAO
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BOAD</b>	Banque Ouest Africaine de Développement
<b>BPS</b>	Budget Programme Sectoriel
<b>BTCI</b>	Banque Togolaise pour le Commerce et l’Industrie
<b>BTD</b>	Banque Togolaise pour le Développement
<b>BTP</b>	Bâtiment et Travaux Publics
<b>CAD</b>	Comité d’Aide au Développement
<b>CAO</b>	Cadres d’Accélération des OMD
<b>CARMMA</b>	Campagne d’Accélération pour la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique
<b>CCNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques
<b>CDMT</b>	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CEB</b>	Communauté Electrique du Bénin
<b>CED</b>	Comité Etat-Donateurs
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>CEDEF</b>	Convention pour l’Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l’Egard de la Femme
<b>CEET</b>	Compagnie Energie Electrique du Togo
<b>CENTIF</b>	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
<b>CF</b>	Consommation Finale
<b>CNDP</b>	Coordination Nationale de la Déclaration de Paris
<b>CNPPD</b>	Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement
<b>CNPE</b>	Comité National de Politique Economique
<b>CONFESJES</b>	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et Gouvernements ayant le français en partage
<b>CS</b>	Comité Sectoriel
<b>CVJR</b>	Commission Vérité Justice et Réconciliation
<b>DE</b>	Direction de l’Economie

<b>DFCEP</b>	Direction du Financement, du Contrôle et de l'Exécution du Plan
<b>DGPD</b>	Direction Générale de la Planification et du Développement
<b>DGSCN</b>	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
<b>DIPD</b>	Dispositif Institutionnel de coordination, de suivi et de l'évaluation des Politiques de Développement
<b>DIU</b>	Dispositif Intra Utérin
<b>DNCMP</b>	Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics
<b>DOTS</b>	Direct Observed Treatment Short Course
<b>DP</b>	Déclaration de Paris
<b>DSRP-C</b>	Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>DTI</b>	Droits et Taxes à l'Importation
<b>EPIP</b>	Evaluation des Politiques et Institutions du Pays
<b>EPU</b>	Examen Périodique Universel
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FBCF</b>	Formation Brute de Capital Fixe
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
<b>FEM</b>	Fonds pour l'Environnement Mondial
<b>FM</b>	Fonds Mondial
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FRPC</b>	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
<b>GTEA</b>	Groupe de Travail sur l'Efficacité de l'Aide
<b>IADM</b>	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
<b>IDE</b>	Investissements Directs Etrangers
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>IHP+</b>	Partenariat International pour la Santé et les Initiatives connexes
<b>IPC</b>	Indice de Prix à la Consommation
<b>IPPTE</b>	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
<b>ITIE</b>	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
<b>LMD</b>	Licence - Master – Doctorat
<b>MEPSA</b>	Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MPDAT</b>	Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire
<b>MICS</b>	Enquête par grappe à indicateurs multiples
<b>MILDA</b>	Moustiquaire Imprégnée de Longue Durée d'Action
<b>ODEF</b>	Office de Développement et d'Exploitation des Forêts
<b>OCDE</b>	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ORSEC</b>	Organisation des Secours d'urgence

<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PA-RGFP</b>	Plan d'Actions pour la Réforme des Finances Publiques
<b>PAG</b>	Programme d'Actions du Gouvernement
<b>PAFN</b>	Plan d'Actions Forestier National
<b>PAP</b>	Programme d'Actions Prioritaires
<b>PANEAD</b>	Plan d'Actions National de l'Efficacité de l'Aide au Développement
<b>PANSEA</b>	Plan d'Actions National du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement
<b>PEF</b>	Principes des Etats Fragiles
<b>PEFA</b>	Public Expenditure and Financial Accountability
<b>PEMFAR</b>	Public Expenditure Management and Financial Accountability Review
<b>PENTA3</b>	3 <sup>ème</sup> tour du vaccin Pentavalent
<b>PFT</b>	Politique Forestière du Togo
<b>PGA</b>	Plateforme de Gestion de l'Aide
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNAD</b>	Politique Nationale de l'Aide au Développement
<b>PNDS</b>	Plan National de Développement Sanitaire
<b>PNIERN</b>	Programme National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles
<b>PNLS/IST</b>	Programme National de Lutte Contre le SIDA et les Infections Sexuellement Transmissibles
<b>PNLT</b>	Programme National de Lutte Contre la Tuberculose
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PSE</b>	Plan Sectoriel de l'Education
<b>PSI</b>	Population Services International
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>PTAB</b>	Plan Triennal d'Actions Budgétisées
<b>PTME</b>	Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant
<b>QUIBB</b>	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien - être
<b>PURISE</b>	Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques
<b>RAPD</b>	Rapport sur l'Aide Publique au Développement
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>RM</b>	Responsabilité Mutuelle
<b>SCAC</b>	Service de Coopération et d'Action Culturelle
<b>SCAPE</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
<b>SIGFiP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SNPT</b>	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>SRT</b>	Société de Recouvrement des Taxes
<b>SP</b>	Sulfadoxine Pyriméthamine
<b>ST-DSRP</b>	Secrétariat Technique du DSRP
<b>SYGAD</b>	Système de Gestion Avancée de la Dette

<b>TB</b>	Tuberculose
<b>TPI</b>	Traitement Préventif Intermittent
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UTB</b>	Union Togolaise de Banque
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>USD</b>	Dollars Américain
<b>VAR</b>	Vaccin anti Rougeoleux

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Indicateurs de base .....	9
Tableau 2 : Evolution des taux de croissance réelle par secteur d'activités et par branche.....	22
Tableau 3 : Equilibre ressources – emplois.....	25
Tableau 4 : Indicateurs de convergence de l'UEMOA .....	25
Tableau 5 : Evolution de l'appui budgétaire global de 2009 à 2011.....	40
Tableau 6 : Evolution de l'APD par pilier du DSRP-C de 2009 à 2011 .....	42
Tableau 7 : Récapitulatif des données sur l'Aide Publique au Développement 2011 .....	53

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de la croissance économique.....	21
Graphique 2 : Evolution de l'APD de 2007 à 2011 .....	33
Graphique 3 : Principaux Donateurs.....	34
Graphique 4 : Part de l'APD des principaux groupes de Donateurs.....	35
Graphique 5 : Répartition de l'APD par type de financement.....	35
Graphique 6 : Principaux donateurs en terme de dons .....	36
Graphique 7 : Principaux donateurs en terme de prêts .....	37
Graphique 8 : Répartition de l'APD par nature de la Coopération.....	37
Graphique 9 : Principaux Donateurs Bilatéraux .....	38
Graphique 10 : Principaux Donateurs Multilatéraux .....	39
Graphique 11 : Principales ONGs donatrices .....	39
Graphique 12 : Part de l'Appui Budgétaire dans l'APD.....	40
Graphique 13 : Donateurs en termes d'appui budgétaire.....	41
Graphique 14 : Répartition de l'APD par Piliers du DSRP .....	43
Graphique 15 : Répartition des donateurs du Pilier 1 .....	43
Graphique 16 : Donateurs du Pilier 2 .....	44
Graphique 17 : Donateurs du Pilier 3 .....	45
Graphique 18 : Donateurs du Pilier 4 .....	45
Graphique 19 : Répartition de l'APD par Comités sectoriels .....	46
Graphique 20 : Répartition de l'APD par Secteurs de l'UEMOA.....	47
Graphique 21: Part des secteurs prioritaires .....	48
Graphique 22 : Donateurs du secteur des Infrastructures .....	48
Graphique 23 : Donateurs du secteur de la Santé .....	49
Graphique 24 : Donateurs du secteur de l'Education .....	50
Graphique 25 : Donateurs du secteur de l'Eau et de l'Assainissement .....	51
Graphique 26 : Donateurs du secteur de l'Agriculture .....	51

Tableau 1 : Indicateurs de base

<b>SUPERFICIE</b>	56 600 km <sup>2</sup>
<b>DEMOGRAPHIE (RGPH 4-2010)</b>	
Population	6 191 155 hbts
- Femmes	51,4%
- Hommes	48,6%
Taux de croissance démographique	2,8 %
Densité de population	109 hbts/km <sup>2</sup>
Proportion de jeunes de moins de 25 ans	60%
Taux de chômage (QUIBB)	6,6%
Taux de sous emploi (QUIBB)	22,8%
<b>REPARTITION DE LA POPULATION</b>	
- Urbaine	37,7%
- Rurale	62,3%
<b>SANTE (MICS 4)</b>	
Taux de mortalité infantile (2010)	78 pour mille naissances
Taux de mortalité infanto-juvénile (2010)	123 pour mille naissances
Pourcentage de femmes assistées par un personnel de santé pendant l'accouchement	60,1%
Pourcentage de Femmes ayant effectuées au moins une consultation prénatale (2010)	86,7%
Taux de morbidité (2011)	19,2%
Espérance de vie à la naissance (2010)	62,7 ans
Taux de prévalence au VIH Sida (2011)	3,1%
dont : Zones urbaines	4,4%
et Zones rurales	2,5%
<b>EAU POTABLE (STATISTIQUES 2011 DU MINISTERE DE L'EAU)</b>	
<b>TAUX DE DESSERTE</b>	
-Nationale	39%
- Zones urbaines	34%
-Zones semi-urbaines	35,2%
- Zones rurales	47,5%
<b>TAUX D'ACCES A L'EAU POTABLE</b>	
-Zones urbaines	76,7%
-Zones rurales	39,7%

<b>TAUX D'ACCES A L'ASSAINISSEMENT</b>	
- Zones urbaines	73%
-Zones rurales	11,8%
<b>EDUCATION (2010/2011)</b>	
Taux brut de scolarisation	112%
Indice de parité/primaire	0,9
Taux net de scolarisation	86%
Taux brut de préscolarisation	10,6%
Taux d'achèvement au primaire	63,2%
Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus	64%
Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	893
<b>011)</b>	
Pourcentage de femmes députés	11%
Pourcentage de femmes Ministres	21%
<b>011)</b>	
Dettes publiques extérieures	241,94 milliards FCFA
Dettes publiques intérieures	525,82 milliards FCFA
Montant du PIB courant	1743,3 milliards FCFA
Recettes totales et dons	401,1 milliards FCFA
Dépenses totales	420 milliards FCFA
Solde budgétaire de base/PIB	-1,6%
Dettes publiques totales par rapport au PIB	44,6%
Pression fiscale	17,1%
Montant du PIB réel	1196,0 milliards FCFA
Taux de croissance du PIB réel	4,9%
Taux d'inflation	3,6%
Montant de l'appui Budgétaire 2011	29,350 milliards FCFA
<b>2011</b>	
- Primaire	41,4%
- Secondaire	16,2%
- Tertiaire	22,4%
Classement Gouvernance/indice Ibrahim Mo (2011)	39 <sup>ème</sup> /52
Classement Doing Business (2011)	162 <sup>ème</sup> /183
Principaux produits d'exportation	Coton, café, cacao, clinker, ciment, phosphate, fer

Principaux produits d'importation	Produits pétroliers, produits alimentaires, machines et appareils, matériels de transport, produits chimiques, fer.
Principaux marchés d'exportation	Union Européenne, Afrique de l'Ouest, Asie, Etats-Unis d'Amérique.
<b>DONNEES SUR LA PAUVRETE (2011)</b>	
Incidence de la pauvreté globale	58,7%
Incidence de la pauvreté urbaine	36,6%
Incidence de la pauvreté rurale	73,4%
Indice de développement humain (IDH)	162 <sup>ème</sup> /187
<b>INFRASTRUCTURES ROUTIERES (2011)</b>	
- Routes nationales revêtues	1731,9 Km
- Routes nationales non revêtues	1355,0 km
- Pistes rurales classées	892,1 km
- Pistes rurales non classées	5910,0 km
- Voirie urbaine	1783,0 km
<b>TECNOLOGIE (2011)</b>	
Taux de Pénétration du mobile	46%
Nombre d'abonnés à un service de téléphonie mobile	2 900 000
Parc de lignes d'abonnés à un service de téléphonie fixe	223 000
Taux de pénétration fixe et mobile	52,66%
Taux de pénétration haut débit	2,3%
Coût moyen de communication fixe par minute	36 FCFA
Coût moyen de communication mobile par minute	85 FCFA
Télédensité totale	45,3%
Taux d'électrification	24,4%
<b>GENERALITES</b>	
- Religions	Musulmane, chrétienne, traditionnelle
- Langue officielle	Français
- Monnaie	FCFA
- Taux de change (moyenne 2011)	1 dollar US pour 465,12 FCFA
Exercice budgétaire	du 1er Janvier au 31 Décembre

*Sources :*

- *Rapport du Comité National de Politique Economique 2011 ;*
- *Direction de l'Economie, Rapports et Etudes 2011;*
- *Direction de la Dette, Rapport analytique 2012 ;*
- *Direction Générale des Travaux Publics, Rapports et Etudes 2011 ;*
- *Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) (RGPH 2010) ;*
- *Rapports sectoriels, 2011 (santé, éducation, eau et assainissement, agriculture)*
- *SCAPE version provisoire, 2011 ;*

## Préface

Le gouvernement, conformément à son Programme d'Actions a choisi de faire du Togo un pays émergent d'ici 15 à 20 ans. Cette vision dont le processus d'élaboration a démarré avec la conception d'une note d'orientation, a reçu l'approbation du peuple togolais à travers son adhésion au Programme de Société (2010 - 2015) du Président de la République.

Pour traduire cette ambition de développement, le pays s'est engagé dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie qui vise à accélérer la croissance pour réduire la pauvreté, les inégalités et créer des emplois, avec des effets multiplicateurs sur le niveau des revenus et la qualité de vie des Togolais.

De même, il a entamé un processus de renforcement des capacités du ST-DSRP chargé de coordonner, suivre et évaluer l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE).

Les efforts se sont poursuivis pour assurer un fonctionnement optimal du Dispositif Institutionnel de coordination, de suivi et de l'évaluation des Politiques de Développement (DIPD). A cet effet, le gouvernement, par arrêté en date du 02 novembre 2011, a mis en place les comités sectoriels chargés de suivre et évaluer les politiques de chaque secteur et de dégager les priorités stratégiques susceptibles d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté.

Par ailleurs, le gouvernement a élaboré une politique nationale de l'aide au développement (PNAD) pour renforcer l'efficacité de la mobilisation et la gestion de l'aide publique afin de maintenir un partenariat dynamique et ouvert entre les acteurs et d'accroître au maximum l'impact de l'aide sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

En outre, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la PNAD, il a réalisé en 2011, l'enquête de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Elle a été combinée à l'enquête sur la mise en œuvre des principes d'engagement international dans les Etats Fragiles (première participation du Togo à cette enquête). Les résultats de ces deux enquêtes ont été publiés dans un rapport "chapitre pays" qui fait l'état des lieux de l'efficacité de l'aide et des principes d'engagement international dans les Etats fragiles.

Dans son engagement à rendre plus efficace l'APD, le

Togo a participé au 4ème Forum de Haut niveau de Busan en Corée du Sud du 29 novembre au 1er décembre 2011. L'objet de ce forum a été de redéfinir un partenariat de plus vaste portée, en vue de montrer les engagements des acteurs au service d'un développement international efficace à travers des principes partagés, des objectifs communs et des engagements différenciés.

Depuis la reprise de la coopération et conformément aux engagements de ce forum, des efforts ont été consentis par le gouvernement afin d'améliorer le fonctionnement des départements ministériels dans le domaine du partenariat. Ainsi, dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, le gouvernement a bénéficié de l'appui des donateurs pour l'installation définitive de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) dont l'objectif est de rendre plus transparente la gestion de l'aide. Les données issues de la PGA ont facilité l'élaboration du présent rapport.

Ce rapport, à l'instar des trois précédents (2006-2008, 2009 et 2010), synthétise et analyse l'ensemble de l'aide publique au développement reçue par le Togo au cours de l'année 2011. Il constitue un outil d'information et de décision mis à la disposition des différents acteurs de l'Aide Publique au Développement et permet d'éclairer les options de la coopération au développement du Gouvernement togolais. Ainsi, au cours de l'année 2011, l'appui des donateurs aux efforts de développement du Togo s'est traduit par une mobilisation des ressources extérieures évaluées à 409,330 millions USD contre 366,490 millions USD en 2010, soit une augmentation de 11,69%.

Partant, je saisis l'opportunité de la publication du RAPD 2011 pour adresser les remerciements du Gouvernement à l'ensemble des acteurs pour leur contribution permanente aux efforts de développement et au processus de suivi-évaluation des appuis dont bénéficie le Togo.

**Mawussi Djossou SEMODJI**

*Ministre auprès du Président de la République, chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire*

## Résumé exécutif

**L**e contexte politique du Togo en 2011 a été marqué par l'amélioration des droits politiques et des libertés civiles.

L'économie est placée sur un sentier de croissance avec un taux de croissance du PIB réel en constante progression, passant de 3,4% en 2009, à 4,0% en 2010 et 4,9% en 2011. L'inflation s'est établie à 3,6% à fin décembre 2011.

Malgré ces embellies, le contexte national reste marqué par la poursuite des efforts pour maintenir la stabilité du cadre macroéconomique et l'amélioration du climat des affaires. Le souci d'une bonne gestion des ressources publiques s'est traduit par la conduite des réformes importantes des finances publiques.

Au total, le taux d'exécution du budget général de l'Etat est passé de 61% en 2010 à 66% en 2011. Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 61% en 2010 et 64% en 2011. L'annulation de 95% de son stock de la dette envers les créanciers membres du Club de Paris, soit un montant de 308,4 milliards de FCFA et celle d'environ 357 milliards FCFA auprès de la Banque Mondiale et du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont contribué à restaurer la solvabilité de l'Etat et la soutenabilité de l'endettement extérieur. Ainsi, le taux d'endettement public est passé de 84,5% en 2009 à 46,7% en 2010 et s'est établi à 44,4% en 2011.

Par ailleurs, les résultats des enquêtes du Questionnaire Unifié des Indicateurs pour le Bien être de Base (QUIBB) 2006 et 2011 montrent que l'incidence de la pauvreté a baissé de 3 points passant de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011. Cependant, la pauvreté reste un phénomène essentiellement rural avec plus de 73,4% contre 44,7% pour les milieux urbains et 28,5% pour Lomé.

Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du DSRP-C, particulièrement dans les secteurs prioritaires tels que l'Education, la Santé, les Infrastructures, l'Agriculture, l'Eau et l'Assainissement pour renforcer les acquis et poser les bases d'une accélération de la croissance nécessaire à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté.

A cet effet, les donateurs ont renforcé leurs appuis aux efforts du gouvernement togolais. Ainsi, le décaissement des ressources extérieures est évalué, en 2011, à 409,330 millions USD contre 366,490 millions USD en 2010, soit une augmentation de 42,84 millions USD correspondant à une croissance relative de 11,69%.

Cette aide publique fournie par les donateurs en 2011 se caractérise par la prédominance de :

- dons par rapport aux prêts (71,53% du total de l'APD) ;
- l'aide multilatérale par rapport à l'aide bilatérale (76,03% de l'APD totale) ;
- l'appui aux cinq secteurs prioritaires qui absorbent 59,98% du total de l'APD.

Parmi les principaux donateurs qui ont soutenu le Togo en 2011 dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP-C, figurent entre autres, la Banque Mondiale avec 82,656 millions USD, l'Union Européenne (UE) avec 42,836 millions USD, l'Exim Bank (Chine) avec 41,727 millions USD, la BAD avec 36,635 millions USD et l'Agence Française de Développement avec 34,105 millions USD. Le volume d'APD reçue par les secteurs prioritaires s'élève à 245,535 millions USD soit 59,98% du total d'APD.

Au regard de l'importance des appuis des donateurs pour accompagner la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement, le gouvernement togolais s'est engagé résolument avec la communauté internationale à rendre plus efficace l'aide publique au développement.

Dans cette perspective, il a pris part au Forum de Haut Niveau de Busan en 2011 qui a vu la mise en place du « New Deal » qui se veut un cadre de dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat. Ce cadre qui a pris l'appellation de g7+ est composé de 19 pays fragiles ou en conflit, de partenaires au développement et d'organisations internationales.

Au plan national, le gouvernement a développé plusieurs initiatives portant sur :

- l'élaboration de la politique nationale de l'aide au développement et du plan d'actions national de l'efficacité de l'aide ;
- la production régulière du rapport sur l'aide publique au développement ;
- la mise en place de la plateforme de gestion de l'aide
- l'évaluation périodique de l'efficacité et des performances des politiques.
- et l'élaboration de la SCAPE et des politiques sectorielles montrant clairement les priorités et les réformes conduisant à l'atteinte des OMD (Cadres d'accélération des OMD 1, 2, 4, 5, 7).

## Approche méthodologique

Fort de l'expérience acquise de l'élaboration des trois (3) premiers Rapports de l'Aide Publique au Développement (RAPD), le gouvernement togolais, se conformant au premier principe de la Déclaration de Paris, a décidé de faire de l'appropriation nationale et du suivi de l'aide au développement, une réalité au Togo. Pour ce faire, une équipe nationale, composée de cadres des ministères en charge de la planification et des finances sous la conduite technique du Coordonnateur National du suivi de la Déclaration de Paris, Monsieur Essobozou M. AWADE et de l'Expert en efficacité de l'Aide, Monsieur OUATTARA Baly, a été mise en place pour produire le présent rapport. La liste des autres membres de cette équipe figure en annexe n° 1.

En tant que processus, l'élaboration du RAPD 2011 a été conduite selon une approche séquentielle définie de manière participative en quatre étapes :

- i.** l'élaboration d'un questionnaire de collecte de données : ce questionnaire a porté essentiellement sur les informations relatives aux projets et à leurs décaissements ;
- ii.** la collecte des données : elle a connu deux phases. La première a porté sur les informations générales recueillies auprès des services centraux et la deuxième sur les flux d'aide, renseignés par les différents points

focaux à travers la PGA ;

- iii.** la rédaction de la version préliminaire : sur la base d'un cahier de charges, trois groupes de travail ont été mis en place à cet effet ;
- iv.** le processus de validation et d'adoption du projet de RAPD 2011 : il a comporté trois niveaux de dialogue. Le premier a consisté en des concertations techniques avec les donateurs pour recueillir leurs avis et commentaires sur la version préliminaire. Le deuxième a porté sur l'organisation d'un atelier national de validation de la version préliminaire et le troisième consistera en l'examen du document par le conseil des ministres.

Les difficultés rencontrées lors de la collecte des données sont liées à la lenteur et à la réticence de certains acteurs à renseigner et à transmettre les questionnaires qui leur sont soumis.

Pour pallier ces difficultés, des correspondances de relances et des sorties de terrain vers les acteurs concernés ont été effectuées par les administrateurs de la PGA.

En perspective, il est prévu la mise en ligne de la plateforme de gestion de l'aide pour permettre son accessibilité par les points focaux depuis leur lieu de travail.

## Introduction

La communauté internationale est parvenue à un large consensus sur la problématique de l'aide et des actions à conduire par les donateurs et les bénéficiaires pour promouvoir un partenariat pour le développement et accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ces préoccupations ont été réaffirmées avec détermination lors de plusieurs fora internationaux, de Monterrey en 2002 à Busan en 2011.

Dans ce sens, les partenaires se sont engagés non seulement à accroître significativement les montants de l'aide publique, mais ils ont reconnu l'importance d'en améliorer l'efficacité grâce à :

- un meilleur alignement de leurs appuis sur les stratégies nationales ;
- une meilleure coordination des interventions ;
- une plus grande harmonisation des modalités et des procédures de suivi et de déboursement de l'aide ;
- une gestion axée sur les résultats et la communication des résultats aux citoyens.

En retour, les pays bénéficiaires doivent s'engager dans une dynamique facilitant la mobilisation et l'efficacité de l'aide qui leur est apportée.

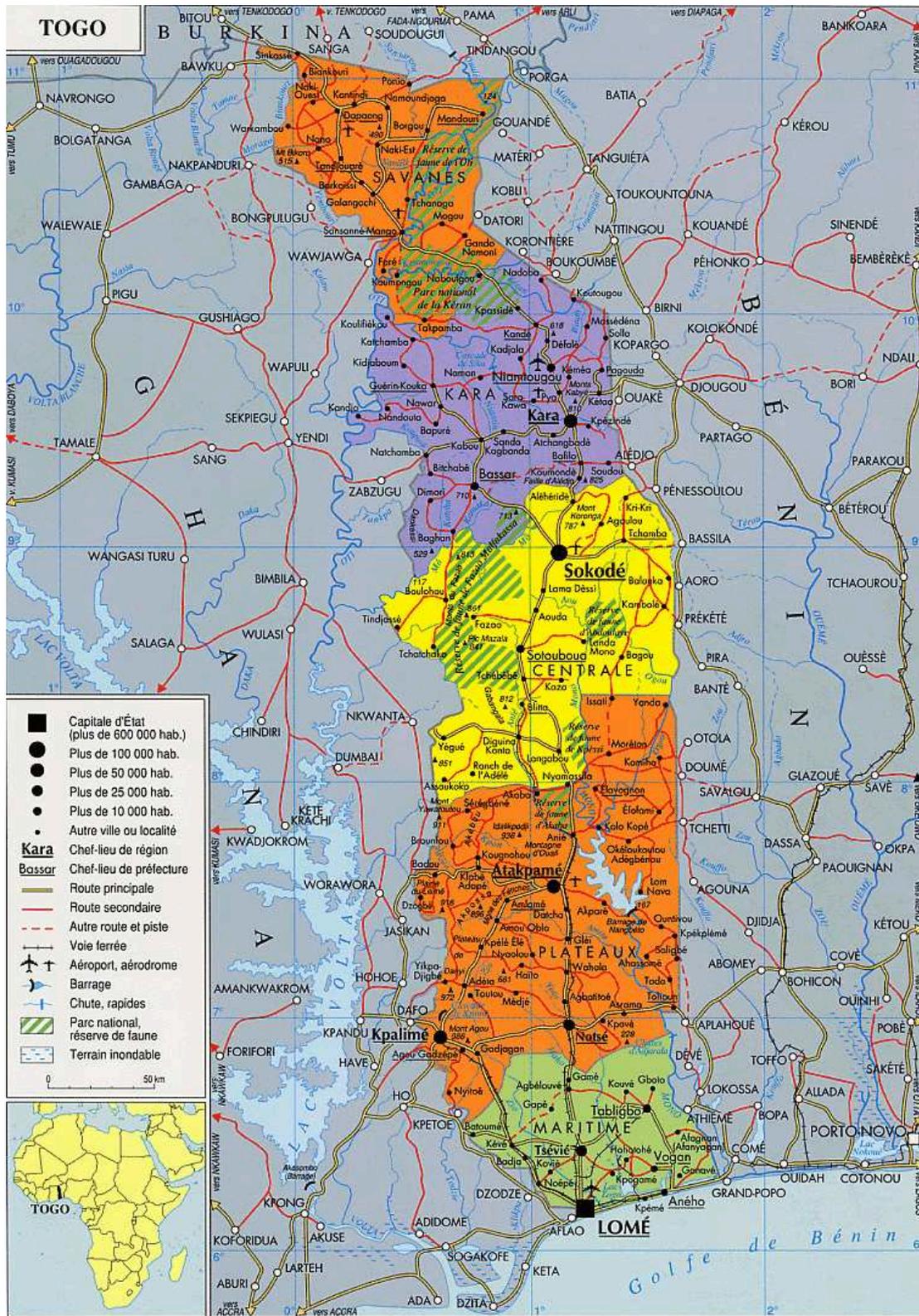
Au Togo, l'amélioration de l'efficacité de l'aide publique est une priorité dans l'agenda des partenaires comme du gouvernement, si on se réfère aux initiatives entreprises pour assurer la coordination et la gestion de l'aide afin de renforcer la confiance des donateurs.

Sur la base des leçons apprises, le RAPD 2011 constitue un outil d'analyse des différents flux d'aides reçues des donateurs en appui aux efforts du gouvernement en matière de développement. Il sert de référence aux autorités togolaises et aux donateurs pour l'appréciation effective et l'évaluation de leurs engagements en matière d'aide. Il reste en outre un outil synthétique, concret et pratique pour aider à la prise de décision et permet de rendre efficace la gestion de l'aide.

Le présent rapport, fruit du processus participatif décrit ci-dessus, est structuré en trois parties. La première retrace l'aperçu général du pays et principalement l'évolution de la situation politique, économique et sociale. La deuxième dégage les tendances de l'aide au développement, notamment sa répartition par donateur, selon les piliers du DSRP-C et par secteur prioritaire. La troisième retrace la situation des données relatives à l'Aide Publique au Développement selon les différents piliers du DSRP-C.

PREMIERE PARTIE  
**APERCU GENERAL DU PAYS**

---



## Chapitre 1

# Informations générales

### 1.1. Situation géographique

Situé en Afrique Occidentale, le Togo, avec une superficie de 56 600 km<sup>2</sup>, est limité par le Bénin à l'Est, le Ghana à l'Ouest, le Burkina-Faso au Nord et le Golfe de Guinée au Sud. Il est localisé entre le 6ème et le 11ème degré de latitude Nord et entre 0 et 2 degré de longitude Est et s'étire sur 600 km du Sud au Nord avec une largeur variant entre 50 km à la côte et 150 km entre le 7ème et le 8ème degré de latitude Nord.

### 1.2. Conditions naturelles

Le Togo est reconnu pour la grande diversité de son paysage avec une côte sableuse au Sud, des vallées verdoyantes et des petites montagnes dans le centre, des plaines arides et de grandes savanes plantées de baobabs au Nord.

Il présente une grande diversité de formes de relief liées à sa constitution géologique, peu élevées mais relativement contrastées. Le trait le plus remarquable de ce relief est la chaîne des Monts du Togo (point culminant -Mont Agou, 986 m), prolongement de la chaîne de l'Atakora, qui traverse le centre du pays, depuis le Bénin au Nord-Est jusqu'au Ghana au Sud-Ouest.

Dans l'ensemble, le Togo jouit d'un climat intertropical dû à sa latitude. Mais le climat varie sensiblement de la région méridionale à la zone septentrionale. L'étirement du territoire togolais influence lourdement son climat moyen souvent qualifié de « climat tropical guinéen dans le Sud et tropical soudanien dans le Nord ».

Le système hydrographique togolais est composé de trois bassins principaux. Il s'agit du bassin de la Volta au Nord, du bassin du Mono au centre et au Sud-Est et du bassin du Lac Togo au Sud.

### 1.3. Population

Les résultats définitifs du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 4), effectué en novembre 2010, établissent la population résidente du Togo à 6 191 155 habitants avec une densité de 109 hbts/km<sup>2</sup>. Cette population est composée de 3 009 095 d'hommes, soit 48,6% contre 3 182 060 de femmes, soit 51,4%.

Le taux de croissance annuel moyen de cette population est de 2,84%. L'une des implications qui sous-tendent cette forte croissance est l'extrême jeunesse de la population. En effet, 60% ont moins de 25 ans et 42% sont âgées de moins de 15 ans. La population potentielle active (15-64 ans) représente une proportion de 54%. Quant aux personnes âgées, leur part dans la population est de 4%. Cette part importante de la population en charge, exerce une pression considérable sur l'ensemble des ressources de la nation, en particulier sur les services sociaux, les infrastructures et l'environnement. Elle pose avec insistance l'immense question de l'emploi, notamment des jeunes.

Cette population est inégalement répartie sur l'ensemble du territoire. Ainsi, la population résidente dans le milieu rural s'élève à 3 856 660 habitants, soit 62,3% contre 2 334 495 habitants, soit 37,7% dans les centres urbains. La « Grande Agglomération de Lomé » composée de la Commune de Lomé et de la partie urbaine de la préfecture du Golfe rassemble à elle seule 1 477 660 habitants, soit 23,86% de la population totale. Elle rencontre déjà de sérieux problèmes en termes de logement, d'infrastructures appropriées et de gestion de l'environnement.

### 1.4. Situation administrative

Le pays compte cinq (5) régions économiques pour un ensemble de trente-cinq (35) préfectures et une sous-préfecture.

Le gouvernement togolais a fait le choix de la décentralisation comme un vecteur de développement local. Celle-ci permettra aux collectivités territoriales de gérer les actions de développement de leur localité. A travers cette organisa-

tion, les populations participent aux actions de développement du pays et à l'enracinement de la démocratie locale.

## Chapitre 2

# Aperçu de la situation politique, économique et sociale

## 2.1. Situation politique

Le contexte politique du Togo est marqué ces dernières années par des progrès notables en ce qui concerne les mesures visant à améliorer les droits politiques et les libertés civiles avec l'adoption du texte sur la dépenalisation des délits de presse et la poursuite du dialogue politique et social. Ainsi, dans le souci de renforcer la paix sociale, le gouvernement a mis en place en 2010 une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour faire la lumière sur les causes des violences et conflits récurrents qui ont caractérisé l'histoire du Togo de 1958 à 2005 et dont les rapports ont été transmis au Gouvernement en 2011.

La poursuite des efforts dans la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles a favorisé un climat d'apaisement, un renforcement de la coopération internationale et créé un cadre favorable à une bonne exécution des politiques de développement. Cela s'est traduit par un retour à la croissance économique.

## 2.2. Situation économique

### 2.2.1. Secteurs économiques

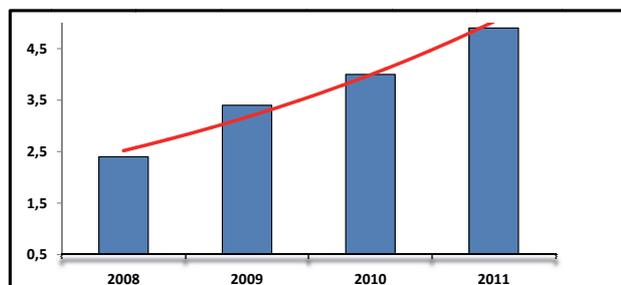
L'économie togolaise est essentiellement agricole: la moitié du PIB et les deux tiers des emplois sont imputables au secteur primaire. Les activités du secteur des services connaissent un essor considérable ces dernières années. Les sous-secteurs les plus importants sont le commerce, les services publics, les transports et les télécommunications qui génèrent environ 20% des emplois et 25% du PIB. Le secteur de l'industrie connaît aussi une reprise ; il génère 15% des emplois et est essentiellement composé des industries de ciment, de clinker, des phosphates et de

l'agroalimentaire.

En 2011, l'analyse des parts relatives aux trois secteurs d'activités qui sont à l'origine de la création du PIB réel révèle que le secteur primaire est resté dominant avec un poids moyen d'environ 41,4%, suivi du secteur tertiaire marchand (22,40%) et du secteur secondaire (16,2%). L'inflation s'est établie à 3,6% à fin décembre 2011 (contre 1,4% en 2010) légèrement supérieur à la norme communautaire de 3%, du fait principalement de la hausse des prix des produits pétroliers et de l'électricité.

Ainsi, le taux de croissance du PIB réel ces dernières années est en progression passant de 2,4% en 2008 à 3,4% en 2009, pour atteindre 4,0% en 2010 et 4,9% en 2011 (graphique 1).

Graphique 1 : Evolution de la croissance économique de 2008 à 2011 (en %)



Source : Construit à partir des données des rapports de la Direction de l'Economie

#### 2.2.1.1 Secteur primaire

Les performances enregistrées dans le secteur primaire restent fortement tributaires de celles de l'agriculture où travaillent 60% des femmes.

Ce secteur comme l'indique le tableau 2 ci-dessous, a connu une croissance de 5,1% en 2011 contre 2,3% en

2010, reposant en particulier sur les bonnes performances enregistrées au niveau des cultures de rente dont la production a été en progression de 28,5 % par rapport à 2010. En effet, la culture du coton connaît une forte hausse de 70,6% en raison de la restructuration de ce sous-secteur tandis que la production vivrière s'est accrue de 3,5% en 2011 contre 0,4% en 2010.

### 2.2.1.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire est placé dans une dynamique de croissance grâce aux mesures de restructuration des entreprises mises en place et au bon comportement de la branche des Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Il est dominé par les industries extractives (phosphates et clinker) et les industries agro-alimentaires. En dehors des branches énergétiques, des BTP, les autres branches importantes d'activités sont le textile, la production de ciment, de produits chimiques et la transformation du bois. La croissance du secteur secondaire observée en 2011 (4,5%) est liée essentiellement à la performance enregistrée dans la branche des

BTP (21,1% contre 6,8% en 2010), des industries extractives (17% en 2011 contre 2,1% en 2010) et à la poursuite de la croissance dans la branche des industries manufacturières (7,4% en 2011 contre 4,5% en 2010).

### 2.2.1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, composé principalement des services de transport, de dépôt de marchandises et des télécommunications est généralement considéré comme le meilleur atout pour le développement du secteur formel du Togo. Cependant, il connaît une évolution à la baisse ces dernières années (voir tableau 2).

En effet, la croissance de ce secteur en 2011 s'est établie à 1% contre 3,7% en 2010 en raison de la forte décélération du rythme de croissance observée dans la branche Banques – Assurances (1,8% en 2011 contre 4,9% en 2010) et autres services marchands (-2,1% en 2011 contre 5,7% en 2010) et en partie dans la branche Commerce (3% en 2011 contre 4,8% en 2010).

Tableau 2 : Évolution des taux de croissance réelle par secteur d'activité et par branche de 2008 à 2011 (%)

Agrégats	2008	2009	2010	2011
PIB – Produit Intérieur Brut	2,4	3,4	4,0	4,9
Secteur primaire	3,7	8,3	2,3	5,1
Secteur secondaire	6,5	0,5	5,6	4,5
Secteur tertiaire	-1,0	1,7	3,7	1,0
Production imputée des services bancaires	-16,9	3,6	10,2	4,7
VAB des branches non marchandes	3,0	4,1	2,9	3,3
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-2,2	0,2	16,3	18,5
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	-3,4	-8,0	9,4	16,0
Inflation IPC	8,7	1,9	1,4	3,6

Source : PRECOMAT 2, Direction de l'Economie

## 2.2.2. Performances macroéconomiques récentes

### 2.2.2.1. Finances publiques : principales réformes et réalisations

Le souci d'une bonne gestion des ressources publiques s'est traduit par la poursuite des réformes importantes des finances publiques dans le cadre du «Plan d'Action 2010-2014 pour la Réforme de la Gestion des Finances Publiques» (PA-RGFP), approuvé par le Gouvernement en septembre 2010 et dont la mise en œuvre fait l'objet d'un suivi régulier. Par ailleurs, selon les résultats de l'évaluation du PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) réalisée en 2009, les évolutions récentes ont porté entre autres sur : i) la transposition de la Directive de l'UE-MOA relative au règlement général sur la comptabilité publique ; ii) la mise en application d'une nomenclature budgétaire de l'Etat conforme aux directives communautaires ; iii) la restructuration du Trésor.

Aussi, l'Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays (EPIP) effectuée par la Banque Africaine de Développement (BAD) en 2010 a-t-elle attribué une note moyenne (3,5/6)<sup>1</sup> à la qualité de la gestion financière et budgétaire (indicateur 13), en reconnaissant certaines avancées sur l'exhaustivité et la crédibilité du budget et sur la réduction des procédures exceptionnelles.

En ce qui concerne les réformes dans le secteur financier, elles ont permis à l'Etat de restructurer les entreprises publiques et surtout d'apporter son appui au secteur productif. Dans ce secteur, la restructuration du système bancaire a permis de mettre en place un processus de désengagement de l'Etat du capital des banques publiques (BTCL, UTB, BTCL et BIA-TOGO). L'Etat a repris les prêts improductifs de ces banques pour assainir leur portefeuille. C'est dans ce cadre qu'une étude de faisabilité de la mise en place d'une Société de Recouvrement du Togo (SRT) des prêts improductifs a été validée en juin 2010 et un business plan

<sup>1</sup> Togo, Document de stratégie pays 2011-2015, BAD, Département des opérations pays - Région Afrique de l'ouest 1 juin 2011

de la future société de recouvrement de créances a été élaboré.

Cette structure a été créée en 2011 et la loi pour la rendre opérationnelle afin de bien mener sa mission est en cours de préparation. La loi portant désengagement de l'Etat et autres personnes morales de droit public des entreprises publiques a été votée par l'Assemblée Nationale le 04 octobre 2010. Les appels à manifestation d'intérêt et les appels d'offres ont été lancés respectivement en août et en décembre 2011 pour deux banques (UTB et BTCL).

En outre, la promulgation de la loi relative aux marchés publics, l'adoption du code des marchés publics et la mise en place progressive des différents organes et structures prévus aux niveaux central et sectoriel sont des mesures qui permettent le renforcement du cadre législatif, réglementaire et institutionnel du système de passation des marchés publics pour une gestion transparente. Ainsi, la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP), l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et les services de contrôle des marchés publics dans les ministères sectoriels prioritaires, à la municipalité de Lomé et dans les grandes entreprises publiques ont été mis en place. En matière de la gouvernance économique, des améliorations ont été également notées faisant passer le Togo du 42ème rang en 2010 au 39ème sur 52 pays en 2011 avec 44,4 points au classement établi par « l'Indice de la gouvernance Mo Ibrahim ». Toutefois, les autorités font des efforts pour endiguer la corruption avec l'adhésion du pays à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et la mise en place des structures de contrôle des finances publiques et d'une Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

Grâce à ces réformes, en particulier celles engagées dans les régies financières, le recouvrement des recettes s'est amélioré avec l'accélération de la croissance économique. En effet, l'exécution du budget 2011 comme le montrent les statistiques ci-dessous a été globalement satisfaisante. La perception des recettes fiscales a dépassé les prévisions, reflétant une activité économique soutenue. Ces statis-

tiques<sup>2</sup> se présentent comme suit :

- les recettes totales et dons sont estimés à 316,2 milliards de FCFA en 2009 ; 370,2 milliards de FCFA en 2010 et 401,1 milliards de FCFA en 2011, soit une progression moyenne de 12,7%. Cette évolution reflète l'impact positif des différentes réformes entreprises dans les régies financières ;
- les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 317,3 milliards de FCFA en 2009 ; 354,5 milliards de FCFA en 2010 et 420,8 milliards de FCFA en 2011, soit, un taux de croissance moyen de 15,2% sur la période 2009-2011 ;
- le solde budgétaire de base rapporté au PIB a pu être contenu, variant de 1,3% en 2009 à 1,3% en 2010 pour s'établir à -1,6% en 2011. La détérioration de ce solde de 2009 et de 2011 s'explique essentiellement par une progression des dépenses en capital financées sur ressources internes et reflète l'option du Gouvernement de mettre en œuvre une politique de reconstruction des infrastructures du pays.

La pression fiscale a progressé, passant de 15,7% en 2010 à 17,1% en 2011. Pour sa part, le taux d'exécution du budget général de l'Etat est passé de 61% en 2010 à 66% en 2011. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont été exécutées à hauteur de 61% en 2010 et 64% en 2011.

### 2.2.2.2. Dette et situation monétaire

Suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en décembre 2010, le pays a bénéficié, au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), d'une annulation de 95% de son stock de la dette envers les créanciers membres du Club de Paris, soit un montant de 308,4 milliards de FCFA et une annulation d'environ 357 milliards FCFA auprès de la Banque Mondiale et du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), contribuant ainsi à restaurer la solvabilité de l'Etat et la soutenabilité de l'endettement extérieur. En effet, la dette publique extérieure qui s'élevait à 770,1 milliards FCFA en 2009

<sup>2</sup> Source : Direction de l'Economie

(soit 51,6% du PIB) est ramenée à 260,3 milliards FCFA en fin 2010 (soit 16,6% du PIB). Le taux d'endettement public est passé de 84,5% en 2009 à 46,7% en 2010 et s'est établi à 44,4% en 2011. Quant à l'apurement de la dette intérieure commerciale privée, elle est en bonne voie avec 71% de cette dette payée à fin décembre 2010, contribuant ainsi à soutenir la relance économique dans le secteur privé. En 2011, environ 14,7 milliards FCFA ont été réglés au titre de la dette intérieure.

La situation monétaire a évolué favorablement dans un contexte de poursuite de la restructuration du secteur bancaire et de renforcement de l'intermédiation financière. Sur la période 2010-2011, la masse monétaire a progressé en moyenne de 16,1%, un rythme plus élevé que la croissance du PIB nominal. Elle est passée de 717,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 831,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une progression de 16,1%.

Les exportations concernent principalement le coton, le café, le cacao, le phosphate et le ciment. Les exportations totales des biens ont connu une hausse passant de 426,4 milliards de FCFA en 2009 à 521,1 milliards de FCFA en 2011, soit une progression moyenne de 10,9%. Quant aux importations, elles ont enregistré une augmentation annuelle de 8,9% pour s'établir à 755,5 milliards de FCFA en 2011.

### 2.2.2.3. Equilibre ressources – emplois

La consommation finale représente 96,6% du PIB en 2011 contre 97,9% en 2010, dont 84,8% en 2011 et 85,8% en 2010 pour la consommation finale (CF) des ménages. La part de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) dans le PIB est passée de 18% en 2010 à 17,7% en 2011 et celle de la demande intérieure est passée de 116,8% à 116,0% sur la même période.

Au Togo, la demande intérieure dépasse structurellement le PIB depuis les années 90 ; ce qui reflète la forte dépendance à l'assistance extérieure et aux transferts.

S'agissant des emplois du PIB, la consommation a été en moyenne de l'ordre de 97% du PIB au cours des trois der-

nières années, dont près de 87% pour la consommation privée. La part globale de l'investissement dans le PIB est

passée de 16,7% en 2009 à 19,4% en 2011 comme l'indique les données du tableau 3.

**Tableau 3 : Equilibre ressources – emplois sur la période 2009 -2011 (%)**

Agrégats	Années	2009	2010	2011
Consommation finale		96,9	97,2	96,6
Demande intérieure		115,6	116,8	116,0
Formation Brute de capitale fixe		16,7	18	17,7
Taux d'investissement		18,7	18,9	19,4
Epargne intérieure brute		3,1	2,1	4,2
Demande intérieure % au PIB		115,6	116,8	116,0
Solde Epargne –investissement		-5,6	-6,3	-6,2

Source : Direction de l'économie

#### 2.2.2.4. Situation de la convergence

La situation du Togo par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA reflète : (i) des avancées notamment au niveau de l'encours de la dette (46,4%), des investissements

sur ressources internes (23,5%) et de la variation des arriérés où il est noté une non-accumulation en 2011; mais aussi (ii) la nécessité de faire des efforts pour améliorer la convergence de certains critères que sont : le taux d'inflation (3,6%) ; la masse salariale (35,9%) ; et le taux de pression fiscale (16,7%).

**Tableau 4 : Indicateurs de convergence de l'UEMOA**

Critères	2009	2010	2011
<b>Critères de premier rang</b>			
1- Solde budgétaire de base / PIB ( $\geq 0$ )	-1,3	1,3	-1,6
2- Taux d'inflation annuel moyen ( $\leq 3\%$ )	1,9	1,4	3,6
3- Encours dette intérieure et extérieure / PIB ( $\leq 70\%$ )	86,2	47,1	46,4
4- Variation d'arriérés de paiements (non-accumulation sur la gestion courante)	-10,3	-45,7	-1,5
Intérieurs	-11,6	-45,7	0
Échéances courantes	26,6	17,4	0
Stock antérieur	-38,2	-63	0
Extérieurs intérêts	-0,1	0	-0,1
Échéances courantes	0,2	0	0
Stock antérieur	-0,3	0	-0,1
Extérieurs principal	1,4	0	-1,4
Échéances courantes	2,1	0	0
Stock antérieur	-0,7	0	-1,4
<b>Critères de deuxième rang</b>			
5- Masse salariale / recettes fiscales ( $\leq 35\%$ )	41,2	33,5	35,9
6- Investissements financés sur ressources internes / recettes fiscales ( $\geq 20\%$ )	16,5	18,7	23,4
7- Solde extérieur courant hors dons officiels / PIB ( $\leq 5\%$ )	-8,2	-9,5	-9,2
8- Taux de pression fiscale ( $\geq 17\%$ )	15,3	15,7	16,7

Source :  
Direction de  
l'Economie

## 2.3. Situation sociale

Les résultats des enquêtes QUIBB 2006 et 2011 montrent que l'incidence de pauvreté au niveau national s'est améliorée passant de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011, soit une baisse de 3 points. Cette baisse de la pauvreté s'est produite aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, l'incidence de la pauvreté monétaire a baissé de 2,3 points à Lomé, de 1,7 point dans les autres milieux urbains. Cependant, il demeure que la pauvreté est un phénomène essentiellement rural avec plus de 73,4% de la population rurale se retrouvant sous le seuil de pauvreté contre 28,5% pour Lomé et 44,7% pour les autres milieux urbains. Compte tenu du poids démographique qui est plus élevé en milieu rural, la grande majorité des pauvres, soit exactement 78,9% vit en milieu rural contre 21,1% qui résident en milieu urbain, y compris Lomé.

Pour ce faire, le gouvernement togolais a élaboré en 2010 le Cadre d'accélération des OMD 1 et 7 qui se focalisent sur la réduction de la pauvreté en milieu rural. Ce programme aura des effets d'entraînement sur d'autres OMD et facilitera un meilleur accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, assainissement...), des pauvres et des groupes vulnérables d'une part, et contribuera à l'autonomisation de la femme et à la protection de l'environnement, d'autre part.

### 2.3.1. Secteur de l'éducation

L'éducation et la formation ont toujours été parmi les piliers fondamentaux des différentes stratégies de développement du Gouvernement togolais. C'est ainsi que le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), adopté en 2010, assorti d'un Plan Triennal d'Actions Budgétisées (PTAB), d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et de Budgets-Programmes Sectoriels (BPS), constitue le cadre de planification du secteur. Il ressort de l'analyse de la situation du système éducatif togolais que :

- au niveau de la petite enfance et de l'éducation préscolaire, le taux de couverture reste très faible et souffre

d'un manque de dispositifs de prise en charge de la petite enfance. Les éléments d'orientation disponibles dans le PSE montrent une différence de statut entre le milieu rural et le milieu urbain. Le taux brut de préscolarisation a progressé de 8% en 2009 à 10,6% en 2011;

- dans l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation et le taux net au niveau national se sont établis respectivement en 2011 à 112% (120% pour les garçons, 105% pour les filles) et 86% (91% pour les garçons et 81% pour les filles) contre 113,8% et 86,5% en 2010. Le taux d'accès en 2011 s'est établi à 117% et le taux d'achèvement à 63,2%<sup>3</sup> ;

Par ailleurs, selon les statistiques de l'année scolaire 2010-2011 du Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA), la suppression des frais de scolarité dans les écoles primaires publiques ont nettement contribué à améliorer l'accès des enfants et en particulier les plus pauvres. Toutefois, on constate encore des disparités régionales et surtout locales dans l'accès à l'enseignement primaire.

- concernant les autres niveaux d'enseignement, les taux de scolarisation se sont améliorés, en particulier pour l'enseignement secondaire où le taux brut de scolarisation a progressé de 35,2% en 2006 à 41% en 2011. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, l'indice de parité filles/garçons s'est établi à 0,72 soit un taux de scolarisation de 41% pour les filles contre 58% pour les garçons. Le second cycle, à l'instar des autres, est confronté à des problèmes de qualité et d'efficacité interne. Les indicateurs de ce sous-secteur révèlent un faible taux de scolarisation, 21 % en moyenne nationale et 12% pour les filles contre 34% pour les garçons ;
- l'Alphabétisation et l'Education Non-Formelle (AENF) sont aujourd'hui vues comme un moyen indispensable pour assurer une participation efficace des populations à la vie de la société et à l'économie, contribuant au développement humain et à la réduction de la pauvreté. Les données de l'enquête QUIBB

<sup>3</sup> Enquête QIBB, 2011.

2011 révèlent que le taux d'alphabétisation est en nette progression au Togo. Il est passé de 56,9% en 2006 à 64% en 2011. Selon les mêmes résultats, les femmes (44,4% et 52,4%) sont de loin moins alphabétisées que les hommes (70,3% et 76,9%) ;

- quant à l'enseignement technique et la formation professionnelle, la couverture a connu une progression sensible pour atteindre 14,7% entre 2009 et 2010 aussi bien chez les garçons que chez les filles. Cependant, l'accroissement de l'effectif des filles cache des disparités puisqu'elles sont peu représentées dans les filières industrielles où on compte 25 garçons pour une fille en 2011 ;
- pour sa part, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur est passé de 638 en 2007 à 893 en 2011 pour 100.000 habitants. Cette forte expansion correspond à l'augmentation de l'effectif des étudiants qui est passé de 43 958 en 2009 à 54 819 en 2011 avec une parité fille/garçon de 0,39 en 2011. Toutefois, la faible efficacité interne reste l'un des problèmes centraux de l'enseignement supérieur. Il est à croire que l'introduction du système Licence Master Doctorat (LMD) depuis 2007 pourrait contribuer à régler ce problème.

Enfin, les défis de l'éducation et de la formation sont d'ordre structurel et fonctionnel allant de l'insuffisance à l'inadaptation des conditions d'accueil du personnel.

### 2.3.2. Secteur de la santé

Dans le secteur de la santé, de nombreuses initiatives ont été menées durant ces dernières années et des progrès significatifs ont été enregistrés aussi bien en matière d'offre de soins qu'en matière d'utilisation des services. Ceci a permis de rapprocher les soins des communautés, de subventionner ou d'assurer la gratuité dans certains cas comme la césarienne ou le traitement antirétroviral, d'assurer une meilleure coordination de l'aide et une plus grande efficacité de l'utilisation des fonds du secteur. Le gouvernement s'est également engagé fermement dans la lutte contre la mortalité maternelle à travers la Campagne

pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA) et a pris des mesures pour rendre effective la subvention de la césarienne.

En outre, la mise en place de l'assurance-maladie dans l'administration publique en 2011 apparaît comme l'une des grandes réformes du système de santé.

Cependant, certaines faiblesses du système de santé notamment en matière de gouvernance, d'accès aux médicaments et de ressources financières expliquent en grande partie la faible évolution des indicateurs de mortalité qui restent relativement élevés. En effet, l'analyse des données de l'enquête (MICS4, 2010) fait ressortir que les taux de mortalité infantile et infanto-juvénile restent toujours très élevés au Togo (78 pour mille et 124 pour mille).

S'agissant du VIH-SIDA, on observe une tendance à la stabilisation, voire à la baisse de l'épidémie dans le pays. Cette inflexion de l'épidémie se confirme dans certains sous-groupes comme les professionnels du sexe où la prévalence est passée de 29,5% en 2005 à 13,1% en 2011. L'épidémie se caractérise en outre par sa féminisation, environ 56% des personnes infectées par le VIH-SIDA sont des femmes. De plus, on note le déplacement de ces nouvelles infections du milieu urbain vers le milieu rural. Le taux de prévalence est passé de 4,2% en 2006 à 3,1% en 2011 (Rapport d'activités PNLIS 2011). Ce taux, bien qu'en baisse, demeure encore élevé par rapport à la sous-région. La prévalence est plus élevée en milieu urbain (4,4%) qu'en milieu rural (2,5%). En fin 2011, la couverture en dispensation des ARV est de 48,9% (par région, Lomé-commune vient en tête avec 61,9%).

Quant au paludisme, il constitue un problème de santé publique et représente au Togo la première cause de morbidité et de mortalité. Le taux de morbidité proportionnelle du paludisme reste élevé passant de 53,0% en 2009 à 49,0% en 2010.

### 2.3.3. Genre et droits humains

L'équité et l'égalité de genre sont au centre des préoccupations du gouvernement. Depuis la ratification par le Togo de la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard de la Femme (CEDEF) en 1979 et son Protocole facultatif en 1999, les efforts du gouvernement se sont poursuivis avec la création en mai 2010 du Ministère de la Promotion de la Femme chargé des questions de genre. A cet effet, les acquis ont été consolidés en ce qui concerne la participation des femmes au processus de décision et de gestion du pouvoir d'Etat. Ainsi, le pourcentage de femmes dans les instances de décision a augmenté. En 2011, les femmes représentaient 11% des députés et 21,90% des Ministres. Par ailleurs, la volonté politique de réduire les disparités et les inégalités de genre afin de progresser vers l'équité souhaitée s'est traduite par l'atteinte de la quasi-parité fille-garçon au cours primaire (96%) en 2011.

En ce qui concerne les droits humains, les initiatives prises par le gouvernement, en relation avec les autres acteurs de la scène politique, se sont traduites par un renforcement de la cohésion sociale et de la paix. Les cas de violation de droits de l'Homme se sont nettement réduits. Le taux de criminalité est passé d'un ratio de 118 crimes et délits pour 100 000 habitants en 2008 à 101 en 2010.

Par ailleurs le passage du Togo en octobre 2011 devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à travers l'Examen Périodique Universel (EPU) a permis la formulation d'une série de recommandations allant dans le sens de l'amélioration de la situation des droits de l'Homme au Togo. Actuellement, un comité de suivi composé du Gouvernement et de la société civile a été mis en place et un plan de mise en œuvre des recommandations est disponible.

### 2.3.4. Environnement et cadre de vie

Le gouvernement togolais a mis en œuvre des programmes et projets qui ont contribué au renforcement de la gestion de l'environnement et des ressources forestières et à l'amélioration du cadre de vie. Ainsi, sur le plan environnemental, le cadre juridique et institutionnel de gestion de l'environnement a été amélioré. On dénote, l'adoption des lois ayant permis d'internaliser les différents accords multilatéraux en matière d'environnement au corpus juridique national. Il s'agit de :

- la loi n° 2008-005 du 30 mai 2008 portant Loi-cadre sur l'environnement ;
- la loi N°2008-009 du 19 juin 2008 portant code forestier et ;
- la loi N°2009-001 du 06 janvier 2009 sur la prévention des risques biotechnologiques.

La mise en œuvre de ces lois a permis au Togo de se doter de nouvelles institutions (Commission Nationale de Développement Durable, Agence Nationale de Gestion de l'Environnement et Fonds National pour l'Environnement) et développer des instruments d'orientation, de planification et de programmation du secteur tels que le Programme National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN) qui constitue un cadre stratégique unique et cohérent pour les interventions, la Politique Forestière du Togo (PFT) ainsi que le nouveau Plan d'Action Forestier National (PAFN) pour la période 2011-2019.

Par ailleurs, des actions concrètes en matière de gestion durable de la flore et de la faune, de lutte contre les changements climatiques et les catastrophes naturelles, les pollutions et nuisances, ont été initiées.

Au titre de ces actions, on peut citer la réduction des dommages causés par les feux de végétation et l'amorce de la lutte contre le fort taux de déforestation (4,5% annuellement), la maîtrise des exportations de bois illégalement coupé, le reboisement estimé à environ 8000 ha de forêts ces trois dernières années, l'entretien et la protection annuelle d'environ 15 000 ha de plantations étatiques par

l'Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF), la réduction de l'envahissement des aires protégées et le début d'un dialogue sur la gestion durable de ces aires et de la biodiversité.

Dans la mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), plusieurs activités ont été menées notamment des études d'inventaires de gaz à effet de serre, de vulnérabilité et d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, l'énergie, l'eau, les établissements humains, la santé et la zone côtière.

S'agissant de la prévention et de la gestion des catastrophes naturelles, les principaux acquis du Togo sont relatifs à l'opérationnalisation de la plate-forme nationale de réduction des risques de catastrophes et à la mise en place des plateformes régionales, l'actualisation du plan de contingence national et du plan d'organisation des secours d'urgence (Plan ORSEC) ainsi qu'à la construction d'un centre pour les sinistrés de catastrophes naturelles et/ou anthropiques à Agoè-Logopé, pouvant accueillir 1000 sinistrés.

Concernant l'amélioration du cadre de vie des populations, plusieurs actions ont été menées notamment l'élaboration du plan de gestion des fluides frigorigènes, la validation en 2011 du schéma directeur du littoral ouest africain, la réhabilitation de la berge ouest de l'embouchure du lac Togo, la mise en œuvre du projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE), et la construction de bassins de rétention d'eaux pluviales couplées des travaux de drainage.

### 2.3.5. Eau potable et Assainissement

Malgré les potentialités des ressources en eau (19 milliards de m<sup>3</sup>/an de ressources en eau renouvelables), le Togo rencontre des difficultés à mobiliser ces ressources et à satisfaire les besoins essentiels des populations. Toutefois, en matière de gestion des ressources en eau, des documents de planification et de programmation ont été élaborés et adoptés notamment la politique nationale du secteur de l'eau, la politique nationale d'hygiène et d'assainissement ainsi que le Plan d'Actions National du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PANSEA).

La mise en œuvre de ces politiques et stratégies a permis d'améliorer la desserte en eau potable qui est passée de 34% en 2007 à 39% en 2011. Malgré les progrès enregistrés, le taux de desserte reste en deçà de la cible OMD (49% en 2011).

En considérant les différents milieux, le taux de desserte s'est dégradé entre 2007 et 2011 en milieu urbain passant de 39 % à 34 %. En milieux rural et semi-urbain, ce taux a connu une progression sur la même période passant respectivement de 30% à 47,5% et de 29 % à 35,2%. Par contre, en considérant l'accès à l'eau potable, les résultats de l'enquête QUIBB 2011 indiquent que le taux d'accès en milieu urbain (76,7%) est largement supérieur à celui en milieu rural (39,7%).

En ce qui concerne l'assainissement, l'insalubrité de l'environnement, et surtout de l'eau, de même que l'évacuation inadéquate d'excréments humains sont des facteurs importants de transmission de maladies telles que le choléra, la fièvre typhoïde ou la polio. L'utilisation des installations sanitaires améliorées est peu répandue dans les zones rurales (11,8%), comparativement aux zones urbaines (73,0%).

DEUXIEME PARTIE  
**TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU  
DEVELOPPEMENT**

---

# Evolution et répartition de l'aide publique au développement

Pour assurer l'efficacité de l'aide publique au développement et améliorer la qualité de la coopération internationale dont l'architecture se révèle de plus en plus complexe, les différents acteurs du monde que sont les gouvernants, les institutions internationales, la société civile, le secteur privé, les parlementaires et les collectivités locales et régionales, se sont réunis en conférence à Busan en Corée du sud, du 29 novembre au 1er décembre 2011. Cette conférence s'inscrit dans le cadre d'un nouveau partenariat de plus vaste portée, en vue de montrer les engagements des acteurs au service d'un développement international efficace à travers des principes partagés, des objectifs communs et des engagements différenciés.

En effet, la conférence de Busan s'aligne sur le prolongement de l'esprit de la rencontre de haut niveau de Monterrey tenue en mars 2002 au Mexique, et dont les acteurs ont tous convenu que l'augmentation du volume des financements pour le développement évolue de pair avec des actions plus efficaces pour générer des résultats pérennes et transparents pour tous les citoyens. Elle a conduit à la diversité de partenariats au développement tout en tenant compte des rôles distincts que chaque partie prenante de la coopération peut jouer au service du développement. Aussi, a-t-il été décidé d'accroître progressivement la non dépendance des pays en développement à l'égard de l'aide tout en tenant compte des conséquences sur les populations.

Dès lors que l'instauration d'une croissance vigoureuse, pérenne et partagée et du travail décent dans les pays en développement apparaît comme une urgence primordiale à moins de cinq ans de l'échéance fixée pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la coopération devra être spécifique à la situation de chaque pays.

Par ailleurs, des formes de partenariats atypiques ont vu le jour et leur essor est devenu non négligeable dans la prise en compte des facteurs concourant au développement. Il s'agit entre autres du partenariat public-privé et de la coopération sud-sud et trian-

gulaire, qui sont devenus complémentaires aux formes classiques, nord-sud de coopération.

Pour ce faire, les différents acteurs œuvrant à la diversité des formes de partenariat ont exprimé leur engagement à partager les principes qui concourent à l'atteinte d'objectifs communs.

Il s'agit de :

- l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement ;
- l'orientation vers les résultats ;
- les partenariats pour le développement ouverts à tous ;
- la transparence et la redevabilité réciproque.

Les différentes parties prenantes à la conférence de Busan se sont en outre penchées sur le financement climatique qui devrait s'accroître à moyen terme. Ces flux de ressources sont porteurs d'opportunités mais aussi de défis relatifs à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

Enfin, le Forum de Haut Niveau de Busan a vu la mise en place d'un cadre de dialogue international appelé « New Deal » qui se veut un cadre de dialogue sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat. Ce cadre est composé du groupe G7+, (19 pays fragiles et en conflit) de donateurs et d'organisations internationales. Son objectif est de faire émerger une nouvelle architecture de développement et de nouvelles façons de travailler, mieux adaptées à la situation et aux défis des contextes dans les Etats fragiles. Ceci pour renforcer la confiance mutuelle et construire des Etats et des sociétés pacifiques.

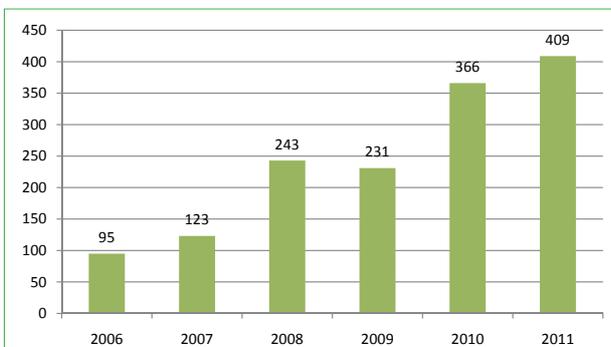
Pour sa part, le Togo a élaboré une nouvelle stratégie de développement qui prend en compte (i) les recommandations du « New Deal », (ii) les objectifs du programme d'Istanbul, (iii) la promotion d'une diplomatie active au service du développement et (iv) les orientations de la politique nationale de l'aide au développement.

## 1.1. Evolution de l'APD de 2006 à 2011

L'aide reçue par le Togo au cours de l'année 2011 auprès de ses donateurs en appui au financement du développement s'est établie à 409,330 millions (190,386 milliards de FCFA) USD contre 366, 490 millions USD pour l'année 2010. Le volume de l'aide a augmenté de 42,840 millions USD (19,926 milliards de FCFA), soit 11,69% de l'APD. Cette augmentation est de 76,87% par rapport à 2009 (231,430 millions USD) et de 68,19% par rapport à 2008 (243,370 millions USD). Globalement, comparé à 2007(123 millions USD) le volume de l'aide a triplé en 2011. Le niveau de l'APD enregistré en 2011 au Togo traduit la confiance retrouvée dans le partenariat avec les donateurs.

En référence à 2006, le volume de l'aide a quadruplé en 2011. Mais, la comparaison qui fait réellement sens est celle qui peut être faite avec l'année 2008 qui marque la reprise de la coopération avec les donateurs du Togo suite à l'Accord Politique Global. En effet, en 2008 le montant des flux de l'aide s'est établi à 243,370 millions USD. Dans la dynamique de l'élaboration prochaine de la Stratégie de la Croissance Accélérée pour la Promotion de l'Emploi (SCAPE-2013-2017), il y a de forte probabilité que le montant des flux de l'aide augmente plus rapidement afin de soutenir la volonté du gouvernement d'atteindre les OMD et de réduire de façon significative la pauvreté au Togo.

Graphique 2: Evolution de l'APD de 2006 à 2011 (millions USD)

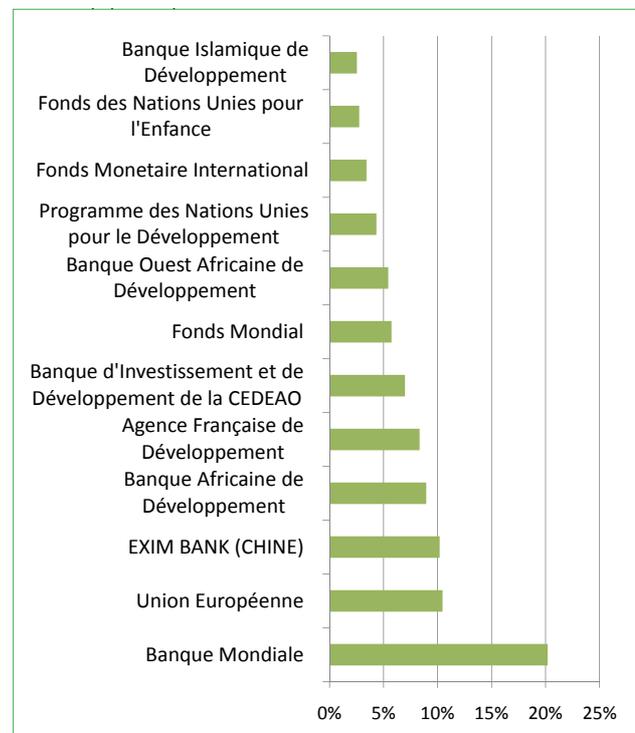


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide. (MPDAT)

## 1.2. Principaux donateurs de l'APD 2011

Le graphique 3 ci-dessous fait apparaître les principaux pourvoyeurs de l'APD au Togo en 2011. Il s'agit entre autres de la Banque Mondiale avec 82, 656 millions USD, soit 20,19% de l'APD, de l'Union Européenne avec 42, 836 millions USD, soit 10,46% de l'APD, d'Exim Bank (Chine) avec 41, 727 millions USD, soit 10,19% de l'APD, de la Banque Africaine de Développement (BAD) avec 36, 635 millions USD, soit 08,95% de l'APD, de l'Agence Française de Développement avec 34, 105 millions USD soit 08,33% etc. Excepté la Banque Mondiale, la BAD, le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Européenne qui ont décaissé une partie de leurs flux d'aides au travers des appuis budgétaires, la plus grande partie des flux suscités a été décaissée en appui à la mise en œuvre des projets.

Graphique 3 : Principaux Donateurs de l'APD 2011.



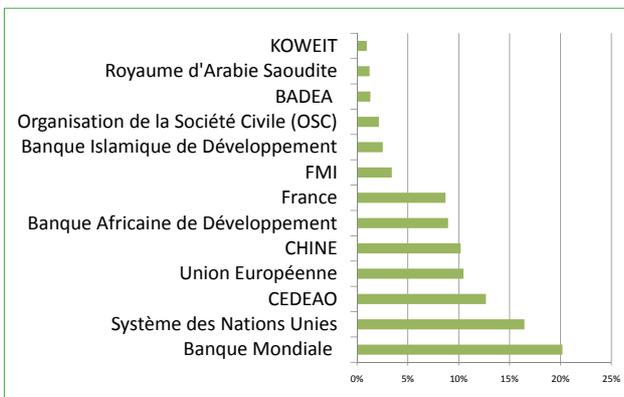
Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.3. Répartition de l'APD par groupe de donateurs

L'analyse de la structure des flux de l'APD par groupe de donateurs fait ressortir les dix (10) principaux groupes de pourvoyeurs d'APD au Togo en 2011. Ce groupe totalise un apport de 391,877 millions USD qui représente 95,72% de l'APD. Il s'agit du groupe de la Banque Mondiale avec 82,656 millions USD, soit 20,19% de l'APD, du Système des Nations Unies avec 67,342 millions USD, soit 16,45% de l'APD, de la CEDEAO avec 51,857 millions USD, soit 12,67% de l'APD, de l'Union Européenne avec 42,836 millions USD, soit 10,46% de l'APD, de la Chine avec 41,727 millions USD, soit 10,19% de l'APD, de la Banque Africaine de Développement avec 36,635 millions USD, soit 08,95% de l'APD, de la France avec 35,650 millions USD, soit 08,71% de l'APD, du Fonds Monétaire International avec 13,997 millions USD, soit 03,42% de l'APD, de la Banque Islamique de Développement avec 10,364 millions USD, soit 02,53% de l'APD et des Organisations de la Société Civile (OSC) avec 8,813 millions USD, soit 02,15% de l'APD.

Cette présentation permet des agrégations qui donnent une vue moins émiettée des sources de décaissements. Par exemple, la France qui comprend : le SCAC, l'ambassade de France et l'AFD. Quant à la CEDEAO elle intègre toutes les autres organisations sous régionales qui ont en commun l'espace Ouest-africain.

Graphique 4 : Part de l'APD des principaux groupes de Donateurs

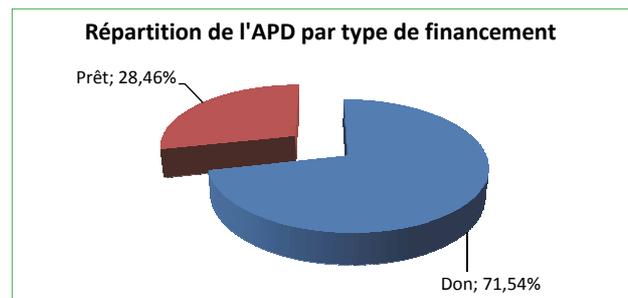


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.4. Répartition de l'APD par type de financement

L'aide dont bénéficie le Togo est répartie en prêts et dons. Les prêts reçus par le pays au titre de l'année 2011 s'élèvent à 116,517 millions USD (54,194 milliards de FCFA), soit 28,46% de l'APD. Par contre, les dons se chiffrent à 292,813 millions USD (136,192 milliards de FCFA), soit 71,54% de l'APD. Cette situation s'explique par l'option prise par le Gouvernement, dans le cadre de la poursuite des efforts en matière de stabilité macroéconomique, de privilégier le recours aux financements extérieurs sous forme de dons.

Graphique 5 : Répartition de l'APD par type de financement

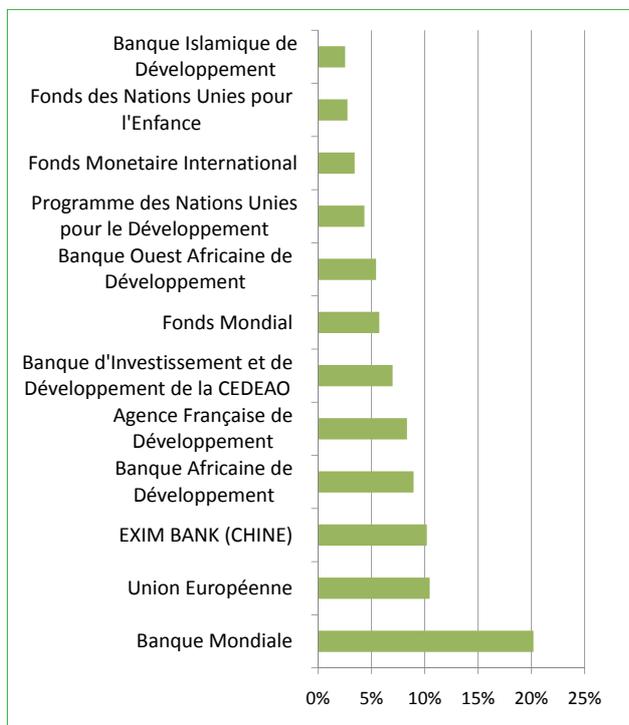


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

#### 1.4.1. Dons

Les dons représentent 71,54% du total de l'APD reçue par le Togo en 2011. Comparée à l'année 2010 (38,56%), la part des dons dans l'APD a nettement augmenté de 32,98 points. Les principaux donateurs sont : la Banque Mondiale avec 82,656 millions USD, soit 28,23%, l'Union Européenne avec 42,836 millions USD, soit 14,63%, la BAD avec 36,635 millions USD, soit 12,37%, l'AFD avec 34,105 millions USD, soit 11,67%, le Fonds Mondial avec 23,480 millions USD, soit 08,02% et le PNUD avec 17,744 millions USD soit 06,06%. En matière de politique économique, le recours aux dons a pour effet de réduire le déficit budgétaire et de ramener la dette à un seuil plus soutenable.

Graphique 6 : Principaux donateurs en termes de dons

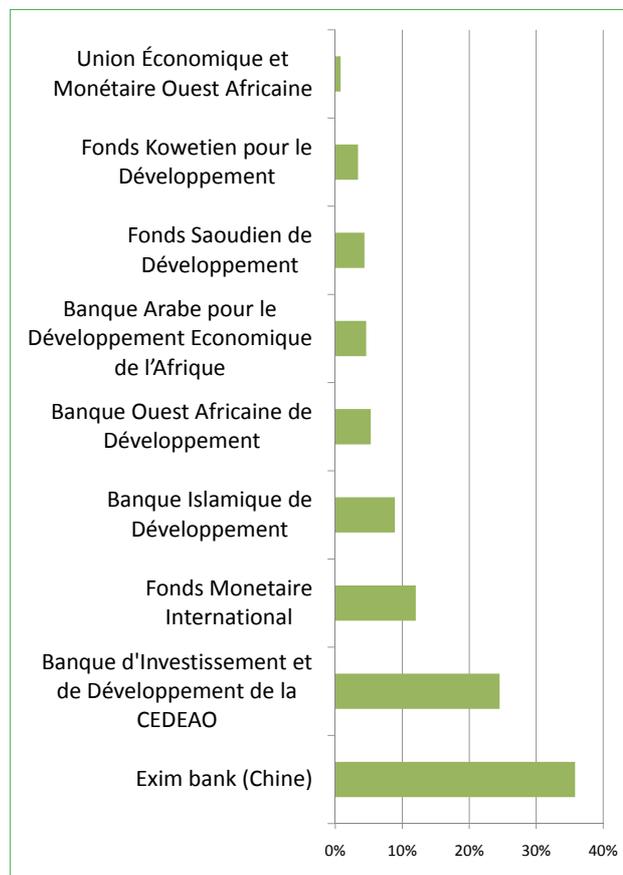


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.4.2. Prêts

Les prêts représentent 28,46% du total de l'APD reçue par le Togo en 2011. Comparée à l'année 2010 (61,44%), la part des prêts dans l'APD a considérablement diminué de 32,98 points. Les principaux donateurs en termes de prêts pour l'année 2011 sont : la Chine à travers l'Exim Bank avec 41,727 millions USD (35,81%), la BIDC avec 28,585 millions USD (24,53%), le FMI avec 13,997 millions USD (12,01%), la BID avec 10,364 millions USD (08,89%), la BOAD avec 6,158 millions USD (05,29%), et la BADEA avec 5,366 millions USD (04,61%). Tous ces prêts sont accordés généralement à des conditions avantageuses, avec un élément dons d'au moins 35% par rapport au taux du marché.

Graphique 7 : Principaux donateurs en termes de prêts



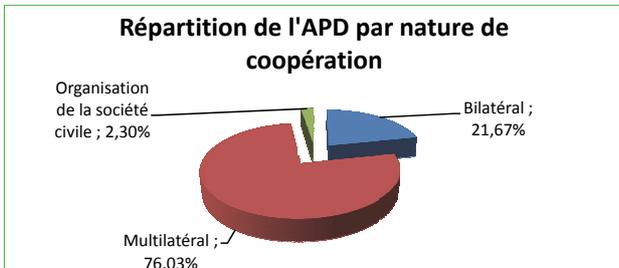
Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## 1.5. Repartition de l'APD par nature de coopération

Le Togo reçoit divers appuis de ses donateurs (multilatéraux, bilatéraux et OSC) dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de développement. Ainsi, le Togo a reçu une aide multilatérale évaluée à 311,201 millions USD (144,745 milliards de FCFA), soit 76,03% de l'APD contre 88,703 millions USD (41,257 milliards de FCFA), soit 21,67% de l'APD pour l'aide bilatérale et 9,426 millions USD (4,384 milliards de FCFA), soit 2,30% de l'APD pour les OSC. La proportion de l'aide publique au développement en provenance de la coopération multilatérale en 2011 a diminué par rapport à 2010 (83,3%) de 07,27 points. Par contre, la

part de l'aide bilatérale ne cesse d'augmenter passant de 10% en 2009 à 13% en 2010 et à 21,78% en 2011.

Graphique 8: Répartition de l'APD par nature de la Coopération

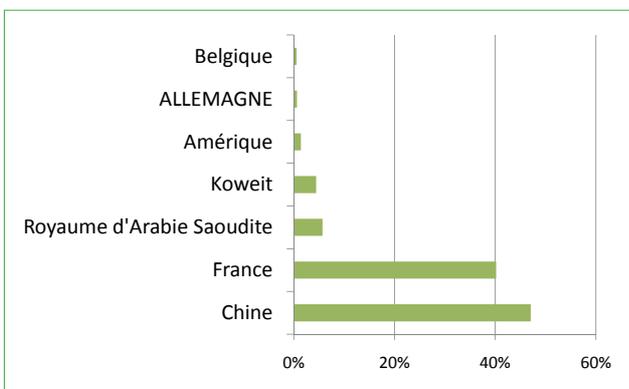


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.5.1. Principaux donateurs bilatéraux

Au titre de la coopération bilatérale, le Togo a reçu de la Chine 41,727 millions USD, soit 47,04%, de la France 35,650 millions USD, soit 40,19%, du Royaume d'Arabie Saoudite 5,055 millions USD soit 5,70%, du Koweït 3,944 millions USD, soit 4,45%, des USA 1,254 millions USD, soit 1,41%, de l'Allemagne 0,571 millions USD, soit 0,64% et de la Belgique 0,499 millions USD, soit 0,56 %. L'ouverture récente de certaines représentations diplomatiques est un signe positif qui permettra de rehausser les montants des appuis de la coopération bilatérale. Ainsi, le retour de la coopération allemande qui sera effective dès novembre 2012, augure déjà de bonnes perspectives en termes d'accroissement des flux de l'aide bilatérale.

Graphique 9: Principaux Donateurs Bilatéraux

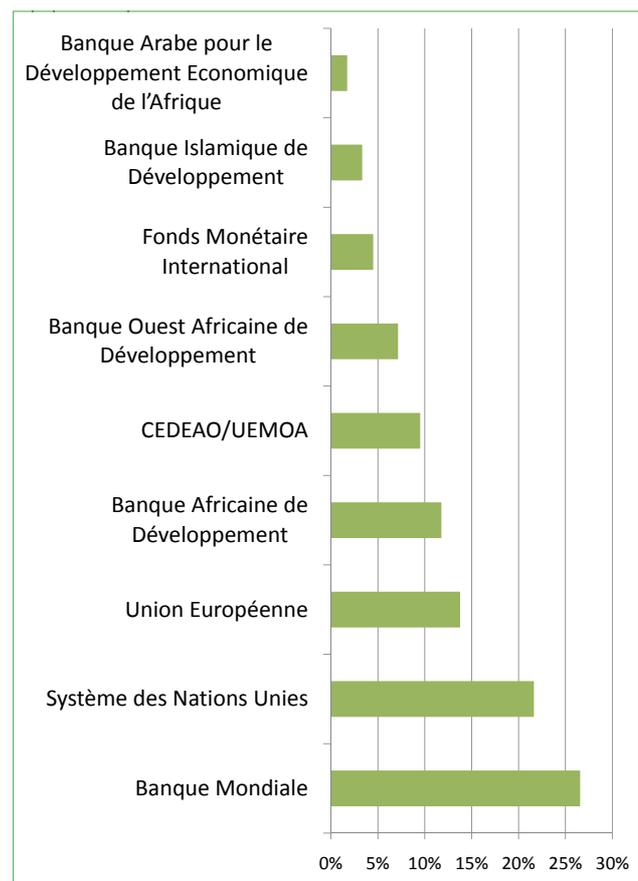


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.5.2. Principaux donateurs multilatéraux

Les grands donateurs dans le cadre de la coopération multilatérale sont la Banque Mondiale avec 82,656 millions USD, soit 26,56%, le Système des Nations Unies avec 67,342 millions USD, soit 21,64%, l'Union Européenne avec 42,836 millions USD, soit 13,76%, la BAD avec 36,635 millions USD, soit 11,77%, la CEDEAO/UEMOA avec 29,603 millions USD, soit 9,51%, la BOAD avec 22,253 millions USD soit 7,15%, le FMI avec 13,997 millions USD, soit 4,50%, la BID avec 10,364 millions USD, soit 3,33% et la BADEA avec 5,366 millions USD, soit 1,72%.

Graphique 10 : Principaux Donateurs Multilatéraux



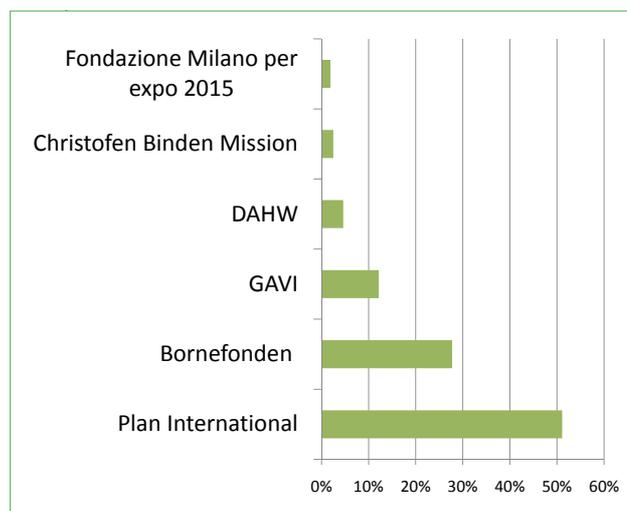
Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.5.3 Part des Organisations de la Société Civile (OSC) dans l'APD

Les principales OSC qui ont contribué au financement du processus de développement sont Plan International avec 4,817 millions USD, soit 51,10%, Bornefonden (Fondation des Enfants) avec 2,614 millions USD, soit 27,74% et GAVI avec 1,145 millions USD soit 12,16%.

Il est important de souligner que la collecte des données n'a concerné que les principales ONG. Il y a donc une marge qui reste à conquérir avec la confiance qui s'établira avec les autres acteurs de la société civile.

Graphique 11 : Principales OSC donatrices de l'APD



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 1.6. Part de l'Appui budgétaire global dans l'APD

L'Appui Budgétaire Global (ABG) est l'assistance financière apportée par les donateurs directement au budget des pays partenaires pour soutenir l'effort de développement de ces derniers.

Ce type d'assistance permet, d'une part aux pays partenaires d'affirmer leur leadership dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs politiques

et stratégies de développement, et d'autre part aux donateurs d'aligner leurs interventions sur les politiques et les systèmes nationaux.

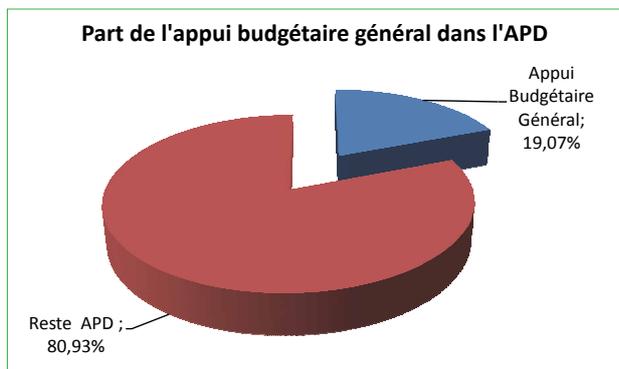
Le volume de cette forme d'assistance a plus que doublé passant de 28,922 millions USD, soit 08% en 2010 à 78,072 millions USD, soit 19,07% de l'APD totale en 2011.

Tableau 5 : Evolution de l'appui budgétaire global de 2009 à 2011

Années	2009		2010		2011	
	Montant (USD)	%	Montant (USD)	%	Montant (USD)	%
<b>Appui Budgétaire</b>	21 290 000	09,22	28 922 253	08	78 072 783	19,07

Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

**Graphique 12 : Part de l'Appui Budgétaire Global dans l'APD**

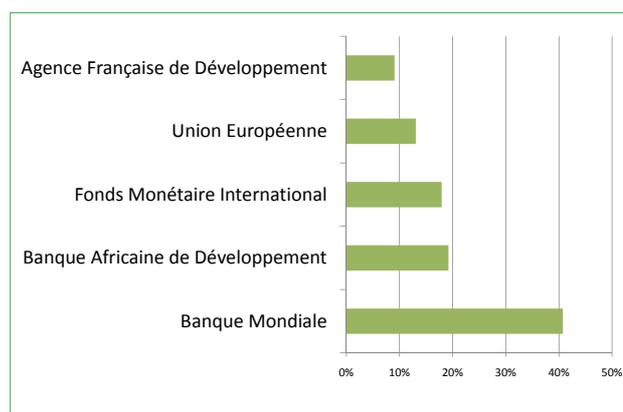


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

Le choix de l'ABG est une marque de confiance et un exercice d'alignement des donateurs sur les systèmes nationaux. Pour l'année 2011, cinq (05) donateurs ont utilisé cette modalité. Il s'agit de la Banque Mondiale avec 31,803 millions USD (40,73%) ; de la BAD avec 15,000 millions USD (19,21%) ; du FMI avec 13,997 millions USD (17,92%) ; de l'Union Européenne avec 10,199 millions USD (13,06%) et de l'AFD qui a contribué à hauteur de 7,072 millions USD (09,05%).

Il est probable que cette modalité d'appui se renforce au regard des efforts fournis par le Gouvernement pour améliorer la gestion des finances publiques. Par ailleurs, les engagements contenus dans le Programme d'Actions d'Accra encouragent vivement les donateurs à choisir l'appui budgétaire comme première intention en termes de modalité d'intervention dans les pays partenaires.

**Graphique 13 : Donateurs en termes d'appui budgétaire global**



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## Chapitre 2

# Répartition de l'APD par pilier du DSRP-C, par comité sectoriel, par secteur de l'UEMOA et par secteur prioritaire

### 2.1. Répartition de l'APD par pilier du DSRP-C

Le DSRP-C est le document de référence du Togo en matière de développement pour la période 2009-2011. L'action gouvernementale se focalise sur les quatre piliers de ce document dont la mise en œuvre incombe aux différents acteurs intervenant dans le processus de développement. Ce sont : (1) le renforcement de la gouvernance ; (2) la consolidation des bases d'une croissance forte et durable ; (3) le développement du capital humain et (4) la réduction des déséquilibres régionaux et la promotion du développement à la base. Ces piliers ont pris en compte les

thématiques transversales relatives à l'environnement, au VIH-SIDA et aux droits humains.

Les données du tableau 6 relatives à l'évolution de l'APD par pilier du DSRP-C montrent que les appuis des donateurs sont principalement déterminants dans la consolidation des bases de la croissance, l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et, dans une moindre mesure, le renforcement de la bonne gouvernance. Le volet relatif au développement à la base et à la réduction des déséquilibres régionaux est peu financé.

La situation de l'APD de 2011 par pilier du DSRP-C se présente comme suit :

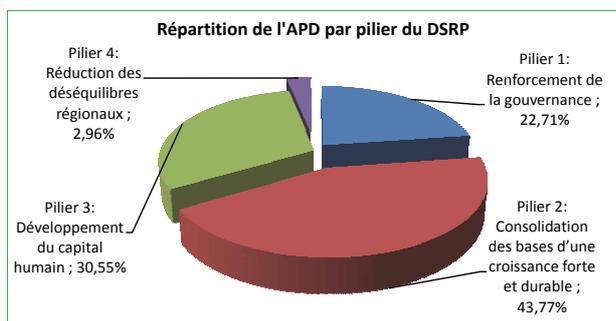
Tableau 6 : L'évolution de l'APD par pilier du DSRP-C (2009 - 2011)

Piliers du DSRP C	2009		2010		2011	
	Montant	%APD	Montant	%APD	Montant	%APD
Pilier1 : Renforcement de la Gouvernance	127 700 000	55,18	59 860 000	16	92 967 283	22,71%
Pilier2 : Consolidation des bases d'une croissance forte et durable	14 080 000	06,08	137 404 000	38	179 174 135	43,77%
Pilier3 : Développement du capital humain	74 880 000	32,36	153 264 000	42	125 067 547	30,55%
Pilier4 : Développement à la base et réduction des déséquilibres régionaux	14 770 000	06,38	15 966 000	04	12 121 866	2,96%
Total	231 430 000	100	366 493 000	100	409 330 830	100%

Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

La répartition de l'APD de 2011 par pilier du DSRP-C montre l'importance de la consolidation des bases d'une croissance forte et durable (pilier 2) avec un déboursement de 179,174 millions USD, soit 43,77% du total de l'APD, suivi du pilier 3 (développement du capital humain) avec une mobilisation de 125,067 millions USD soit 30,55% de l'ensemble de l'APD.

Graphique 14: Répartition de l'APD par Pilier du DSRP en 2011

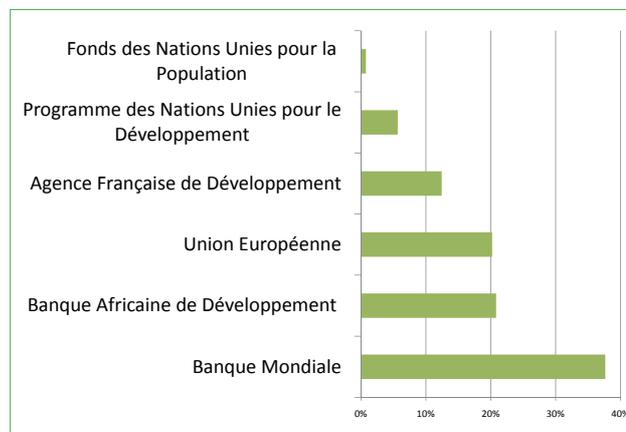


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 2.1.1. Pilier 1 : Renforcement de la Gouvernance

Le volume de l'APD alloué au Pilier 1 « Renforcement de la Gouvernance » est passé de 59,860 millions USD (16% de l'APD) en 2010 à 92,967 millions USD (22,71% de l'APD) en 2011. La Banque Mondiale est le principal donateur en faveur de ce pilier suivie de la BAD, l'UE et l'AFD, avec respectivement des contributions de 20,8%, 20,2% et 12,4% etc. L'adoption de l'Accord Politique Global (APG) a permis de renforcer la stabilité politique et de créer un climat favorable à l'apaisement social. C'est l'un des facteurs essentiels qui a permis la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Ce qui explique les efforts du Gouvernement et les appuis constants des donateurs pour renforcer la bonne gouvernance.

Graphique 15 : Principaux donateurs du Pilier 1

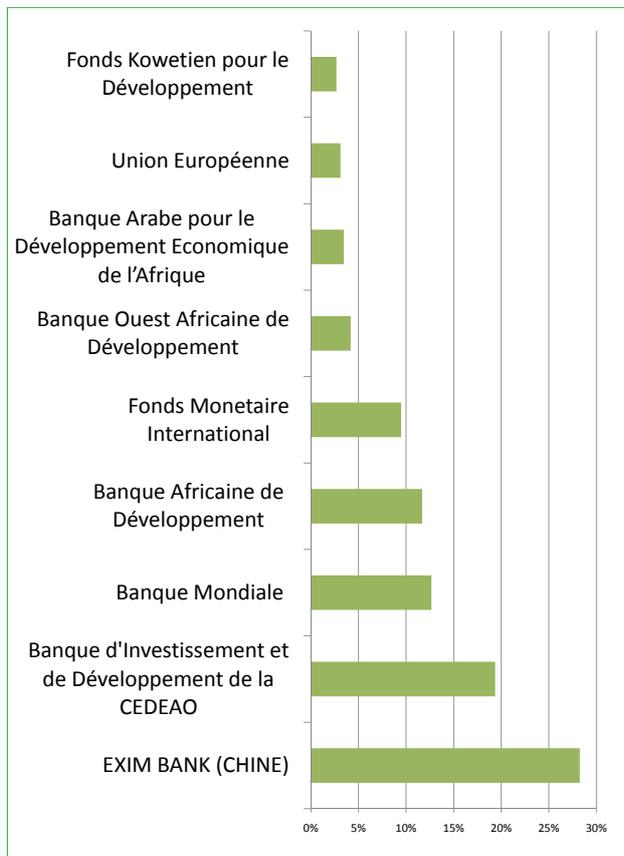


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 2.1.2. Pilier 2 : Consolidation d'une croissance forte et durable

L'APD en faveur du pilier 2 évaluée à 179,174 millions USD, a été apportée par vingt-deux (22) donateurs. L'essentiel de la contribution a concerné l'apport d'Exim Bank (Chine), soit 23,28%, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (15,95%), la Banque Ouest Africaine du Développement (12,42%), l'Union Européenne (10,91%), la Banque Mondiale (10,43%), la BAD (09,63%) et le FMI (07,81%). Comparée à l'année 2010, l'APD en faveur de ce pilier a augmenté de 5,77 points passant de 38% à 43,77%. L'importance accordée au pilier 2 se justifie par la poursuite des travaux de mise à niveau des infrastructures routières qui ont mobilisé beaucoup d'appuis de la part des donateurs.

Graphique 16 : Principaux donateurs du Pilier 2

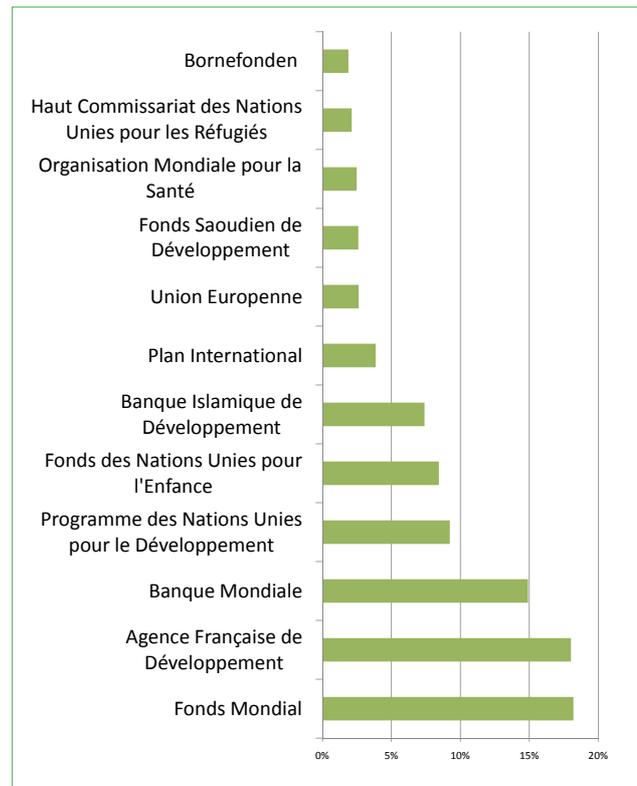


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 2.1.3. Pilier 3 : Développement du capital humain

Ce pilier, par rapport à 2010, a connu une baisse de mobilisation de ressources en 2011. En effet, le montant de l'aide allouée à ce pilier est passé de 153,263 millions USD, soit 42% à 125,067 millions USD, soit 30,55%. Les principaux donateurs sont : le Fonds Mondial avec 22,756 millions USD (18,19%), l'AFD avec 22,542 millions USD (18,02%), la Banque Mondiale avec 18,644 millions USD (14,91%), le PNUD avec 11,549 millions USD (9,23%), l'UNICEF avec 10,556 millions USD (8,44%), la Banque Islamique de Développement avec 9,255 millions USD (7,40%).

Graphique 17 : Principaux donateurs du Pilier 3

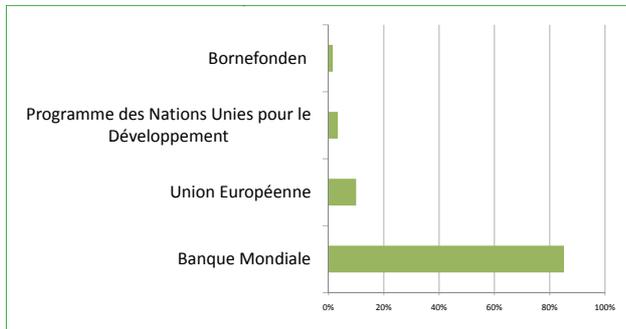


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

### 2.1.4. Pilier 4 : Développement à la base et réduction des déséquilibres régionaux

Le pilier 4 a reçu moins d'appuis que les trois premiers avec 12,121 millions USD, soit 2,96% de l'APD totale. Cinq (05) donateurs ont orienté leur assistance vers ce pilier. Il s'agit de la Banque Mondiale avec 10,320 millions USD soit 85,14%, de l'UE avec 1,209 millions USD, soit 9,97%, du PNUD avec 0,405 millions USD soit 3,34%, de Bornefonden avec 0,185 millions USD soit 1,53% et de l'Ambassade d'Allemagne avec 0,001 millions USD soit 0,008%.

Graphique 18 : Donateurs du Pilier 4

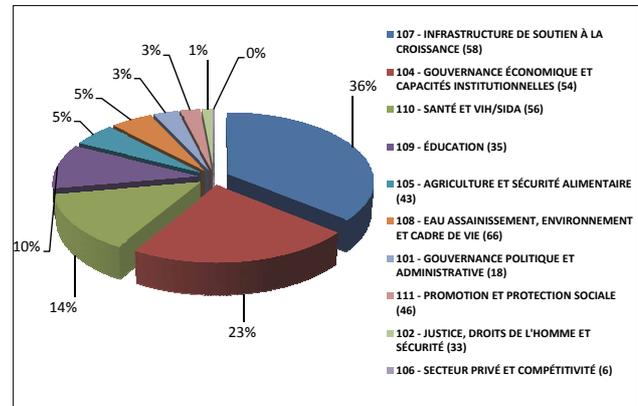


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## 2.2. Répartition de l'APD par comité sectoriel

Après l'adoption en décembre 2010 du Dispositif Institutionnel de coordination de suivi et de l'évaluation des Politiques de Développement (DIPD), le Gouvernement a, par arrêté en date du 02 novembre 2011, mis en place onze (11) comités sectoriels. Ces organes du DIPD seront désormais le cadre de dialogue de suivi et d'évaluation des politiques et stratégies sectorielles qui sont en parfaite cohérence avec la stratégie nationale. Il est donc devenu pertinent d'analyser les flux d'aides selon les comités sectoriels qui ont été mis en place. Le comité sectoriel « infrastructures de soutien à la croissance » a bénéficié d'un appui de 147,327 millions USD, soit 35,99% de l'APD reçue, suivi de celui de la « gouvernance économique et capacité institutionnelle » financé à hauteur de 92,116 millions USD, soit 22,5% de l'APD, de celui de la « santé et VIH-SIDA » qui a été financé à hauteur de 56,011 millions USD soit 13,68% de l'APD, de celui de l'« Education » avec 42,785 millions USD, soit 10,46% de l'APD, de celui de l'« Agriculture » avec 21,763 millions USD, soit 5,32 % de l'APD, du comité sectoriel « Eau, Assainissement, Environnement et Cadre de vie » qui a reçu 21,097 millions USD, soit 5,15% de l'APD etc.

Graphique 19 : Répartition de l'APD par Comité sectoriel



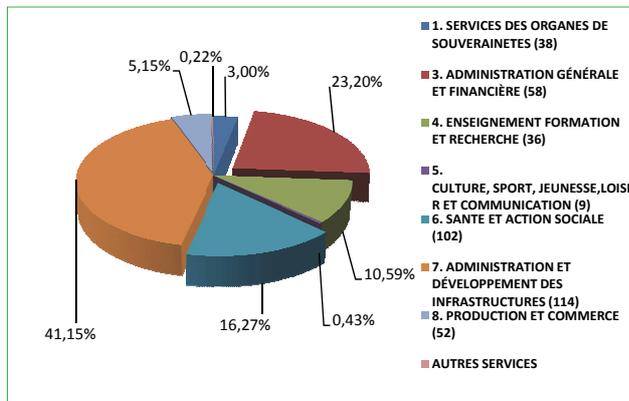
Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## 2.3. Répartition de l'APD par secteur de l'UEMOA

Pour les besoins d'harmonisation des Etats, l'UEMOA a défini ses propres secteurs et demandé aux Etats membres de se conformer à cette nomenclature.

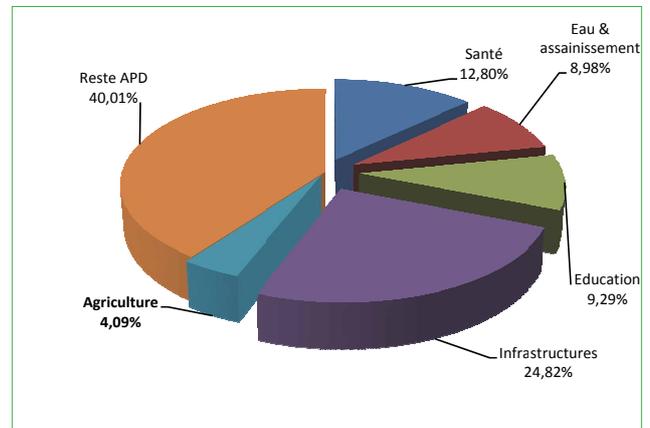
La répartition de l'APD, selon les secteurs de l'UEMOA, donne dans l'ordre d'importance le secteur « administration et développement des infrastructures » avec 168,420 millions USD soit 41,15% de l'APD suivi du secteur « administration générale et financière » qui a reçu 94,978 millions USD, soit 23,20% de l'APD puis du secteur « santé et action sociale » avec 66,596 millions USD, soit 16,27% de l'APD. Les secteurs les moins financés par l'APD sont le secteur « service des organes de souveraineté » avec un montant de 12,290 millions USD, soit 03,00% de l'APD et le secteur « culture, sport, jeunesse, loisir et communication » avec 1,750 millions USD, soit 0,43% de l'APD.

Graphique 20 : Répartition de l'APD par secteur de l'UEMOA



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

Graphique 21 : Répartition de l'APD par secteur prioritaire



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## 2.4. Répartition de l'APD dans les 5 secteurs prioritaires

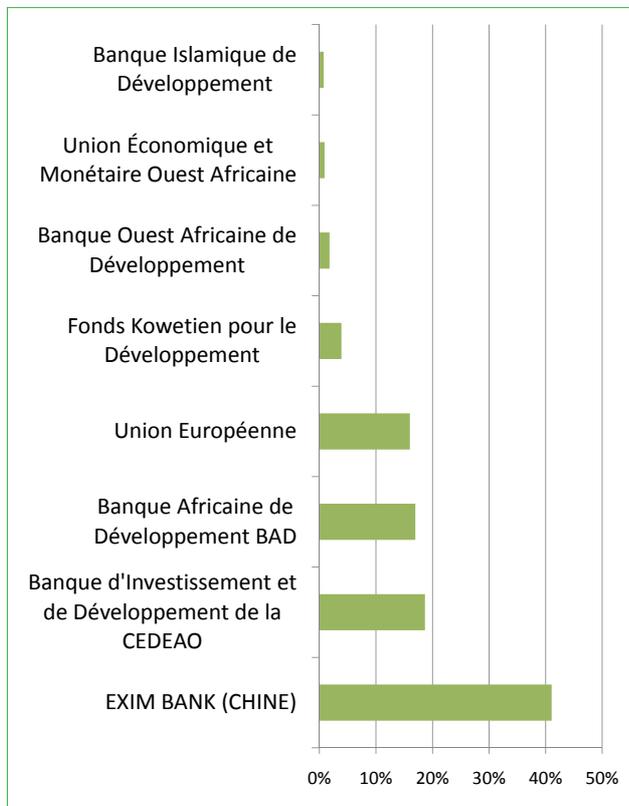
Dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP-C, le Gouvernement face aux contraintes budgétaires et à l'étendue des besoins, a mis l'accent sur cinq secteurs prioritaires à savoir les infrastructures, la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et l'Agriculture.

Pour l'année 2011, le volume de l'APD consacré aux secteurs prioritaires s'élève à 245,535 millions USD, soit 59,98% de l'APD. Le graphique 21 montre que les infrastructures, avec 101,601 millions USD, soit 24,82% constituent la priorité du gouvernement. La Santé et l'Education ont reçu respectivement 52,397 millions USD (12,80%) et 38,028 millions USD (9,29%). Les secteurs de l'Eau et Assainissement et de l'Agriculture sont les deux (02) secteurs prioritaires qui ont le moins bénéficié de l'APD en 2011 avec respectivement 36,777 millions USD (08,98%) et 16,732 millions USD (04,09%).

### 2.4.1. Financement du secteur des Infrastructures

Le secteur des infrastructures a bénéficié d'un montant de 101,601 millions USD, soit 24,82% de l'APD de 2011. Les principaux donateurs qui ont contribué au financement de ce secteur sont l'Exim Bank (Chine) à hauteur de 41,727 millions USD soit 41,06%, la BIDC avec 18,958 millions USD soit 18,65%, la BAD avec 17,234 millions USD, soit 16,96%, l'UE avec 16,252 millions USD, soit 15,99%, le Fonds Koweïtien pour le Développement avec 3,944 millions USD, soit 3,88%, la BOAD avec 1,816 millions USD, soit 1,78%.

Graphique 22: Principaux donateurs du secteur des infrastructures

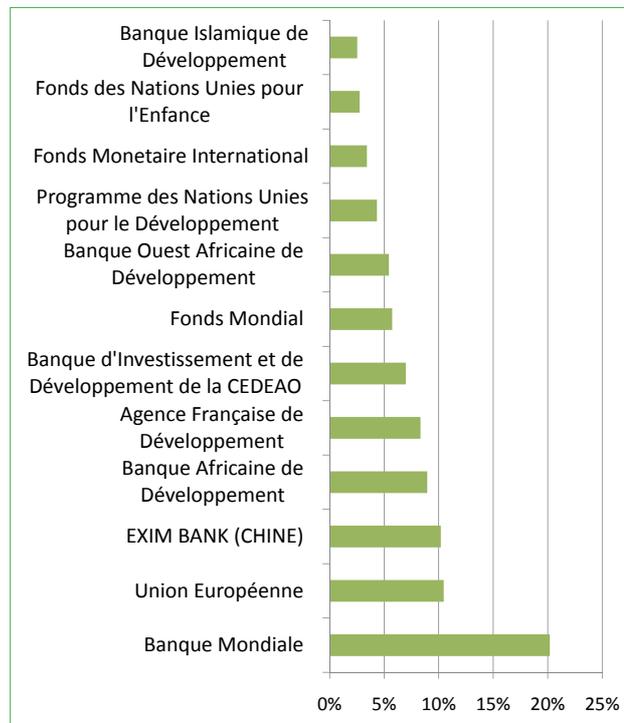


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

## 2.4.2. Financement du secteur de la santé

Le secteur de la santé a bénéficié de 52,397 millions USD, soit 12,80% de l'APD en 2011. Les principaux donateurs de ce secteur sont le Fonds Mondial avec une contribution de 23,480 millions USD, soit 44,81% suivi du PNUD avec 11,073 millions USD, soit 21,13%, de l'UNICEF avec 5,909 millions USD soit 11,27%, la BID avec 3,985 millions USD, soit 7,60% et de l'OMS avec 3,107 millions USD, soit 5,93%.

Graphique 23 : Principaux donateurs du secteur de la Santé



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

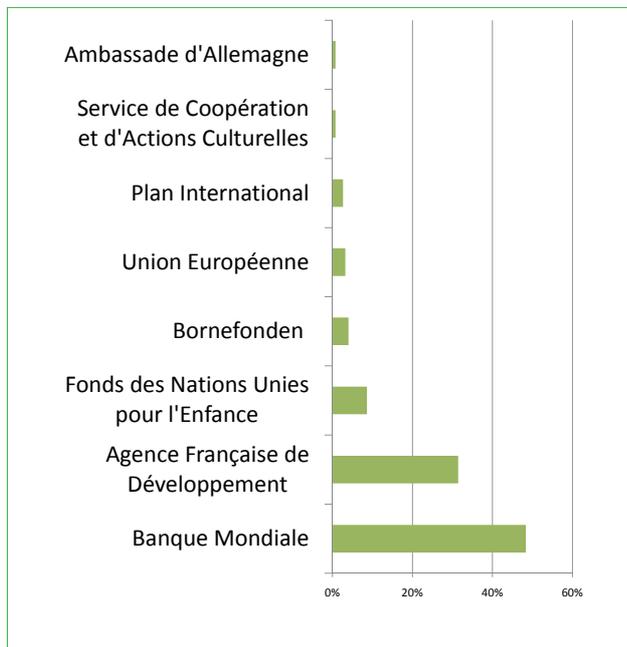
## 2.4.3. Financement du secteur de l'éducation

L'ambition du Gouvernement est de faire en sorte que les systèmes éducatifs, (formation professionnelle et recherche scientifique) puissent être un puissant vecteur des transformations économiques, sociales et technologiques non seulement au Togo mais aussi dans la sous-région.

Ce secteur regroupe les enseignements primaire, secondaire, professionnel, supérieur et l'alphabétisation. Il se situe également en une bonne place dans l'agenda des donateurs ; ce qui s'est traduit en 2011 par un appui à hauteur de 38,028 millions USD soit 9,29% de l'APD.

Les deux (02) principaux donateurs sont la Banque Mondiale avec 18,388 millions USD soit 48,35% et l'AFD avec 11,952 millions USD soit 31,43%. Ils ont contribué à hauteur de 30,340 millions USD, soit 79,78% de l'ensemble de l'appui bénéficié par ce secteur en termes de l'APD. Le reste de l'APD de ce secteur (7,688 millions USD) soit 20,22% a été mobilisé par les autres donateurs.

Graphique 24 : Principaux donateurs du secteur de l'Éducation



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

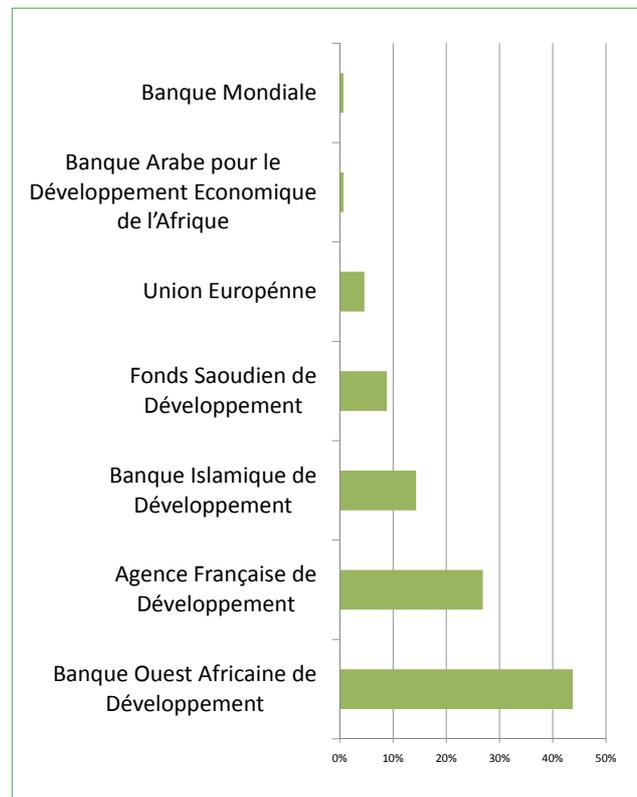
#### 2.4.4. Financement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement

Le secteur de l'Eau et de l'Assainissement a deux (02) sous composantes. La sous composante Eau qui est relative à l'approvisionnement de la population en eau potable et la sous composante Assainissement qui s'occupe du cadre de vie.

Les ressources financières allouées à ce secteur social s'élevaient à 36,777millions USD en 2011 et représentent 08,98% de l'APD.

Dans ce secteur, nous notons l'apport de la BOAD à hauteur de 16,095 millions USD, soit 43,76%, celui de l'AFD à 9,882 millions USD, soit 26,87%, de la BID à 5,269 millions USD, soit 14,32%, du Fonds Saoudien de Développement à 3,254 millions USD, soit 8,84% et de celui de l'Union Européenne à 1,699 millions USD, soit 4,61%, etc.

Graphique 25 : Principaux donateurs du secteur de l'Eau et de l'Assainissement

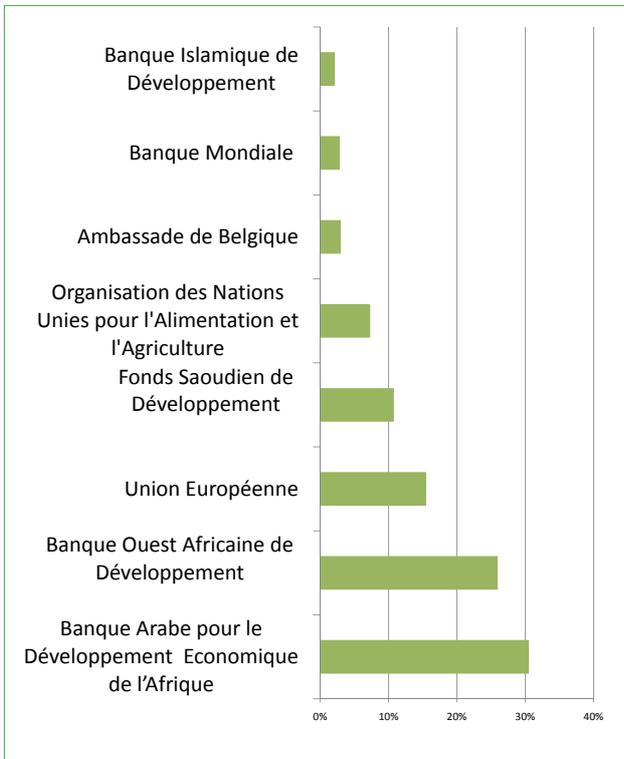


Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

#### 2.4.5. Financement du secteur de l'Agriculture

En 2011, le secteur de l'agriculture est financé par l'APD à hauteur de 16,732 millions USD, soit 04,09% du montant de l'APD totale. Ce financement provient principalement de la BADEA avec 5,109 millions USD, soit 30,53%, de la BOAD avec 4,342 millions USD, soit 25,95%, de l'Union Européenne qui a contribué à hauteur de 2,593 millions USD soit 15,49%, du Fonds Saoudien de Développement avec 1,801 millions USD, soit 10,76% et de la FAO avec un montant de 1,222 millions USD, soit 07,30%. Les autres donateurs du secteur sont la Belgique, la Banque Mondiale et la BID.

Graphique 26: Principaux donateurs du secteur de l'Agriculture



Source : Plateforme de Gestion de l'Aide (MPDAT)

TROISIEME PARTIE  
**RECAPITULATIF DES DONNEES  
SUR L' AIDE PUBLIQUE AU  
DEVELOPPEMENT 2011**

---

Tableau 5 : RECAPITULATIF DES DONNEES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT 2011 PAR PILIER DU DSRP - C

N°	Titre du Projet	Agence donatrice	Type d'assistance	Comité Sectoriel	Secteur UEMOA	Programme DSRP-C - Sous Pilier	Coût du Projet (FCFA)	Engagements effectifs (FCFA)	Décaissements effectifs (FCFA)
<b>PILIER 1 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE</b>									
1	Réalisation et production MICS, SITANRGP, QUIBB 2011, Suivi Budgets sociaux, Outils Advocacy/Politique Prog.Budget Sect.Enfants	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	178 804 523	178 804 523	181 544 724
2	Sécurisation Élection	Agence Française de Développement	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique et Administrative	1. Services des Organes de Souveraineté	1.1. Gouvernance Politique	2 158 532 849		2 088 787 921
3	TG-Redressement Economique et Réengagement International	Banque Mondiale	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	828 226 316		370 919 095
4	TG- Redressement Economique et Subvention au Gouvernement	Banque Mondiale	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	14 070 351 759	14 070 351 759	14 421 485 427
5	Développement des capacités nationales	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.3. Réforme Administrative			753 953 488
6	Appui à la réconciliation nationale	Programme des Nations Unies pour	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et	1. Services des Organes de				693 488 372

N	Titre	Source	Mode	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code
		le Développement			Sécurité		Souveraineté									
7	Collecte/Analyse de données (Recensement, Togo Info, SMS)	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique									67 817 674	
8	Coordinat° S/E, Politique de Population	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique									35 982 326	
9	Assistance aux réfugiés ghanéens à Tandjouarée au Nord Togo	Programme Alimentaire Mondiale	Don en nature	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	6. Santé et Action Sociale										107 300 000	
10	4eme recensement général de la population et de l'habitat (4eme RGPH)	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière										47 779 252	
11	Appui budgétaire à la Réduction de la Pauvreté	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière										4 743 974 734	
12	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière										399 866 047	
13	Programme d'appui budgétaire au Gouvernement du Togo dans le cadre de la Food Facility	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière										54 391 954	

N	Projet	Source	Forme	Code	Titulaire	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code
14	Programme d'Appui Institutionnel (PAI I)	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière							1 463 263 720
15	Projet d'appui à la réforme de la Justice et à la Promotion des Droits de l'Homme (PAJDH)	Union Européenne	Don en espèce	102 - Justice, Droits De L'homme Et Sécurité	Services des organes de souverainetés							1 092 383 139
16	Projet d'appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (PASCRENA)	Union Européenne	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique Et Administrative	Services des organes de souverainetés							895 168 119
17	Projets dans le domaine de la Réduction de la dette ou de l'aide d'urgence et humanitaire	Union Européenne	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière							44 000 454
18	Appui budgétaire	BAD	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	Administration générale et financière							6976744186
19	Accompagnement du Ministère de l'Administration Territoriale sur la Réflexion sur le Cadre Juridique	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique et Administrative	1. Services des Organes de Souveraineté						1 380 819	1 380 819
20	Programme national de modernisation de la justice	- Service de Coopération et d'Actions Culturelles - Union Européenne	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté						81 414 474	120 417 105

N	📄	🌐	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄
21	Appui financier au Ministère des Droits de l'Homme : Organisation d'un séminaire d'imprégnation et de dissémination de l'avant-projet de loi OPCAT (Protocole facultatif à la Convention contre la Torture)	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		862.814	3 216 080	862.814			862.814
22	Projet d'Appui au Secteur Financier et à la Gouvernance (PSFG)	Banque Mondiale	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	5 714 285 714	1 265 005 025				1 487 257 286
23	Appui technique à la CVJR : Recrutement et mise à disposition d'un Consultant pour appuyer la CVJR	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		7 819 598	4 673 367				7 819 598
24	Appui au MDH : Contribution à la mise en œuvre des résolutions 1325 + 1820 du Conseil de la Sécurité des Nations Unies relatives à l'implication des femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		2 588 442	2 588 442				2 588 442
25	Appui au Ministère des Droits de l'Homme dans l'élaboration des outils dans la formation en droits de l'homme et dans son programme d'éducation et de formation civique	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		1 579 900	1 579 900				1 579 900
26	Appui au Ministère des Droits de l'Homme / Participation à la	Haut Commissariat des Nations Unies	Don en	102 - Justice, Droits de l'Homme et	1. Services des Organes de		1 035 678	1 035 678				1 035 678

N	Titre	Entité	Libellé	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code
	conférence sur l'impunité et les Droits de l'Homme à Bamako	aux Droits de l'Homme (HCDH)	espèce	Sécurité	Souveraineté							28 545 226
27	Appui au Ministère des Droits de l'Homme : Célébration de la journée internationale des Droits de l'Homme (DUDH 2011)	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté						30 150 754	30 150 754
28	Appui financier au Ministère des Droits de l'Homme : Organisation de deux ateliers régionaux sur l'avant projet de rapport national du Gouvernement togolais au titre de l'Examen Périodique Universel (EPU)	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté						5 380 905	5 380 905
29	Appui financier au Ministère de la Justice : Organisation des sessions d'Assises de 2011 à Lomé et à Kara	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté						5 889 447	5 889 447
30	Appui Technique au Ministère de la Justice : Renforcement des capacités des auditeurs du Centre de Formation pour les Professionnels de la Justice (CFPJ)	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté						425 628	425 628
31	Programme d'appui à la production des feuilletons et des films au Togo	- Ambassade de France	- Contrepart	102 - Justice, Droits de l'Homme et	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et							262 368 421

N	Titre	Donateur	Type de don	Code	Titre	Code	Re	Re	Re	Re	Re
	(orage familiale 1ère saison)	- Gouvernement du Togo	Don en espèce	Sécurité	Communication						
32	Projet du Centre Autonome d'Etude et de Renforcement des capacités pour le Développement au Togo (CADERT)	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	943 396 226	641 100		55 813 953	
33	Projet décentralisation / Programme APRODECT (Appui au Processus de Décentralisation au TOGO)	Service de Coopération et d'Actions Culturelles	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique et Administrative	1. Services des Organes de Souveraineté	1.1. Gouvernance Politique	789 473 684	156 492 763		156 492 763	
34	Une gestion efficace et efficiente dans la mise en œuvre des PTA est assurée pour l'atteinte des résultats fixés/Programme Performance Résultat Enfants	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	134 829 146	134 829 146		137 735 176	
35	Don pour le financement de la Cellule de Gestion des projets d'assistance technique ciblée et de renforcement des capacités institutionnelles	Banque Africaine de Développement BAD	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	134 906 250	134 906 250		12 000 000	
36	Appui à la gestion des programmes	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique				162 693 488	
37	Umbrella	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique		67 311 558		59 930 698	

N	↳	🏠	👤	📄	🏛️	🏛️	🏛️	🏛️	🏛️	🏛️	🏛️	🏛️
38	Consolidation de la Paix et des Droits de l'Homme	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	6. Santé et Action Sociale	1.2. Gouvernance Institutionnelle	10 022 111	165 829 146	148 372 093			
39	Programme d'appui aux OSC VIH Sida	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.2. Gouvernance Institutionnelle			201 860 465			
40	Appui aux Réseaux des ONG : Accompagnement de la CVJR par la mobilisation sociale dans les phases d'investigation et des audiences	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		10 022 111	10 022 111	10 022 111			
41	Appui logistique : Prise en charge des missions du Consultant	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		1 507 538	1 507 538	1 493 467			
42	Renforcement des capacités des Magistrats et des OPJ des 5 régions et Lomé Commune	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		78 007 035	78 007 035	72 201 860			
43	Sensibilisation de la Communauté de Bapuré sur l'action pour l'utilisation des services offerts par la santé.	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication		1 256 281	1 256 281	1 256 281			
44	Sensibilisation des Communautés des villages de Bapuré, Koudjokponkpon, Kpatchié et Koubouabou sur les Droits des femmes et les droits à la santé des femmes réfugiées des villages	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté		992 462	992 462	992 462			



N										
	2010)	de Développement	espèce	Capacités Institutionnelles	Financière	la gouvernance économique				
53	Appui budgétaire général 2011 (ABG-2011)	Agence Française de Développement	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	1 315 789 474	1 315 789 474	1 315 789 474	
54	Projet d'assistance technique et de renforcement des capacités de la Cellule économique de la Présidence de la République	Banque Africaine de Développement BAD	Prêt	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	1. Services des Organes de Souveraineté	1.4. Renforcement de la gouvernance économique	177 000 000	177 000 000	18 750 000	
55	Projet d'assistance technique et renforcement des capacités de l'administration	Banque Africaine de Développement BAD	Prêt	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	4. Enseignement Formation et Recherche	1.3. Réforme Administrative	362 407 500		145 585 194	
56	Rédaction du Rapport alternatif de la société civile dans le processus du passage du Togo à l'Examen Périodique Universel (EPU/OSC)	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté	1.2. Gouvernance Institutionnelle	5 286 935	5 286 935	5 286 935	
57	Appui à la réforme et à la modernisation de l'administration publique	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique et Administrative	3. Administration Générale et Financière	1.3. Réforme Administrative			485 116 279	
58	Appui à l'Assemblée Nationale	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	1. Services des Organes de Souveraineté	1.1. Gouvernance Politique			91 162 791	
59	Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PARCI 2)	Banque Africaine de Développement BAD	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités	3. Administration Générale et Financière	- 1.1. Gouvernance Politique - 1.4.	7 574 953 100		1 847 895 000	

N	Titre	Statut	Donateur	Modalité	Thématique	Objectif	Impact	Montant	Année	Montant	Montant
60	Appui budgétaire à l'état togolais				Institutionnelles		Renforcement de la gouvernance économique	6 895 288 078 462		50 129 629 885	6976744186
<b>Pilier 2: Consolidation des bases d'une croissance forte et durable</b>											
61	Fonds de développement de l'élevage		Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce		20 891 960		20 891 960	19 337 209
	Projet d'appui à la sécurité alimentaire 2		Banque Islamique de Développement	Contrepartie en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce		315 000 000		274 050 000	70 399 350
62	Projet d'aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles de la zone de Mission-Tové (PARTAM)		- Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique - Banque Ouest Africaine de Développement - Fonds Saoudien de Développement du Togo	- Contrepartie en espèce - Prêt	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des Infrastructures de soutien à la croissance	15 159 000 000			2 516 357 010
63	Assistance d'urgence aux populations victimes des inondations de 2010 dans les régions Maritime, Centrale, Kara et savanes du Togo		Ambassade de Belgique	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la	251 158 794		251 155 779	232 465 116

N	Titre	Donneur	Spécificité	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code	Code
64	Gestion des déchets ménagers	Banque Mondiale	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	croissance	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	1 000 000	1 000 000				1 000 000
65	Mise en œuvre de l'ITIE-Togo	Banque Mondiale	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	150 753 769						27 624 623
66	Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé (PADSP)	Banque Mondiale	Don en espèce	106 - Secteur Privé et Compétitivité	8. Production et Commerce	2.2. Amélioration du climat des affaires	6 532 663 317	6 532 663 317					18 305 528
67	Revitalisation du secteur privé	Banque Mondiale	Don en espèce	106 - Secteur Privé et Compétitivité	8. Production et Commerce	2.2. Amélioration du climat des affaires	5 18 867 925						79 319 598
68	Etudes Préparatoires pour le Projet de Contournement PAL-RN1 de Lomé	Union Européenne	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	Administration et Développement des Infrastructures								484 510 980
69	Programme d'aménagement urbain au Togo (PAUT I)	Union Européenne	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	Administration et Développement des Infrastructures								7 074 752 703
70	Programme national d'action décentralisée de gestion de	Union Européenne	Don en espèce	108 - Eau assainissement,	Administration et Développement								330 683 715

N	Titre	Source	Spécificité	Thème	Objectif	Impact	Indicateur	Montant	Montant	Montant	Montant
	l'environnement (PNADE)				environnement et cadre de vie	des Infrastructures					
71	Projet d'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans à travers une approche communautaire au Togo	Union Européenne	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	Santé et Action sociale			608 603 464			
72	Projets dans le domaine de l'Aide alimentaire	Union Européenne	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	Production et Commerce			597 743 440			
73	Programme de prévention et de gestion des risques catastrophes naturels	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles		81 860 465			
74	Enfants et développement	Bornefonden (Fondation des Enfants)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication	2.3. Promotion des sources de la croissance	74 708 621	36 935 465			
75	Assistance aux réfugiés ghanéens à Tandjouré au Nord Togo	Programme Alimentaire Mondiale	Don en nature	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	6. Santé et Action Sociale	2.5	302 965 829	107 300 000			
76	Reboisement de la chaîne montagneuse de Défalé et protection des forêts sacrées d'Amondé et de Tandé	Programme des Nations Unies pour l'Environnement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes	16 071 859	4 522 613			

N	Titre	Entité	Statut	Code	Thème	Objectif	Indicateur	Montant	Montant	Montant	Montant
77	Restauration et maintien de la fertilité des sols par des techniques agro écologiques de production	Programme des Nations Unies pour l'Environnement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	naturelles	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	11 108 543	3 015 075	3 015 075	3 015 075
78	Appui à la relance du secteur semencier	- Banque Africaine de Développement BAD - Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	234 285 714	114 418 605	114 418 605	114 418 605
79	Recensement national de l'agriculture et de l'élevage (RNAE)	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	246 231 156	230 955 349	230 955 349	113 953 488
80	Elaboration d'une stratégie et d'un plan de développement de la pisciculture et de l'aquaculture	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	87 437 186	87 437 186	87 437 186	28 392 093
81	Amélioration des systèmes de production agricole du canton de	Programme des Nations Unies pour	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et	7. Administration et Développement	2.6. Gestion efficace des ressources	2.6. Gestion efficace des ressources	11 516 080	3 015 075	3 015 075	3 015 075

N	項目	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別	種別
	Momé												
82	Programme de renforcement des capacités de gestion de l'environnement (PRCGE)	l'Environnement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	des Infrastructures	naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	1 284 433 962	120 603 015	90 011 628			
83	Projet d'urgence de réhabilitation d'infrastructures et des services électriques (PURISE)	Banque Mondiale	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	Développement des infrastructures de soutien à la croissance	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	21 015 075 377		4 629 179 397			
84	Projet Jeunes Filles pour l'Agro	Fondazione Milano per Expo 2015	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	8. Production et Commerce			811 000 000	153 591 020	82 652 472			
85	Programme de facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).	Fonds Monétaire International	Prêt	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière			6 510 320 337	6 510 320 337	6 510 325 154			
86	Appui à l'actualisation du Plan d'Action Forestier National (PAFN)	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et		192 380 952		93 953 488			

N	Titre	Source	Modalité	Objectif	Thématique	Intervenant	Impact	Indicateur	Montant	Année
87	Valorisation des potentiels agro-sylvo-pastoral de la chaîne d'Atakora pour une intégration économique régionale	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	7. Administration et Développement des Infrastructures	des catastrophes naturelles	47 368 421	47 368 421		
88	Financement partiel du projet Port Autonome de Lomé (PAL)	Banque d'investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		1 980 354 369	1 980 355 834		
89	Complément du financement partiel du projet Port Autonome de Lomé (PAL)	Banque d'investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		1 536 221 055	1 371 982 224		
90	Financement partiel du projet d'achèvement des travaux de réhabilitation et de modernisation de la route Afiao-Hillacondji-frontière du Bénin	Banque d'investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		3 065 889 620	3 071 073 516		
91	Financement partiel du projet de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution d'énergie électrique de la CEET	Banque d'investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		5 862 803 877	4 477 971 797		
92	Projet d'appui au secteur agricole (PASA)	- Autres Bénéficiaires - Banque Mondiale	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des	27 085 427 136	221 084 925		

N	Titre	Statut	Montant	Modalité	Code	Thème	Objectif	Impact	Indicateur	Montant	Statut
		- Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) / Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire - Global Food Réponse Program (GFRP) / Programme Mondial de Réponse à la Crise Alimentaire - Gouvernement du Togo									
93	Plan de Gestion des Fluides Frigorifiques (PGFF)	Fonds Environnemental Mondial	Don en espèce	108 - Eau assainissement environnement et cadre de vie		infrastructures de soutien à la croissance				119 495 477	
94	Projet de formation de jeunes entrepreneurs	Banque Africaine de Développement BAD	Prêt	106 - Secteur Privé et Compétitivité		2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles				119 495 477	
95	Réhabilitation et modernisation de la route Afao-Savèe Condji – Frontière Bénin : tronçon rond-point Port – Avépozo.	Banque Africaine de Développement BAD	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance		- 2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance - 2.5. Renforcement de l'intégration				15 280 183 961	8 016 004 148

N	Titre	Porteur	Statut	Thèmes	Objectifs	Impact	Indicateurs	Montants	Statut	Montants
							régionale			
96	Projet d'appui à la sécurité alimentaire	Banque Ouest Africaine de Développement	Prêt	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce		2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	1 657 500 000		1 507 484 120
97	Projet d'aménagement hydro-agricole de la basse vallée du fleuve Mono	- Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique - Banque Ouest Africaine de Développement - Gouvernement du Togo	Contrepartie en espèce - Prêt	- 105 - Agriculture et sécurité alimentaire - 107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	8. Production et Commerce		2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	7 000 000 000		1 371 196 696
98	Projet de développement communautaire (PDC)	Banque Mondiale	Don en espèce	- 105 - Agriculture et sécurité alimentaire - 109 - Education	- 4. Enseignement Formation et Recherche - 8. Production et Commerce		- 2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance - 3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	8 037 383 178		4 800 024 121
99	Poverty and Social Impact Analysis	Programme des Nations Unies pour	Don en	105 - Agriculture et	6. Santé et Action		2.3. Promotion des sources de la		30 150 754	24 651 163

N	Titre	Source	Spécification	Objectif	Impact	Indicateur	Unité	Année	Montant	Statut
	(PSIA)	le Développement	espèce	sécurité alimentaire	Sociale	croissance				
100	Projet de démonstration régionale de gestion écologiquement rationnelle des déchets PCB et des équipements en contenant dans les pays d'Afrique francophones polarisés par le centre régional de la convention de Bale à Dakar	Fonds Environnemental Mondial	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	37 688 442	667 181 910	37 688 442	
101	Support for MDG achèvement	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		465 116			
102	Mise en œuvre activités PASNAM	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		51 162 791	55 276 382		
103	Renforcement de l'accès aux services	Fonds Mondial	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	6. Santé et Action Sociale		336 744 186	374 874 372		
104	Fonds des Microprojets culturels	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	106 - Secteur Privé et Compétitivité	8. Production et Commerce	- 2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	10 677 177			
105	Microprojets de développement	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures		39 328 545			

N	項目	主体	種別	用途	業種	IFB	投資額	自己負担額	借入総額
<b>106</b>	Etude technico-économique, d'impact environnemental et social et élaboration du DAO du projet de dédoublement de la RN1	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	1 000 500 000	300 150 000	300 150 000
<b>107</b>	Etude technico-économique d'impact mental et social et élaboration du DAO du projet de réhabilitation et de renforcement de la route Fie Ghana-Kabou-Kara-Kémérié-Fie Bénin (115km)	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	148 000 000	125 800 000	125 800 000
<b>108</b>	Etude technico-économique, d'impact environnemental et social et élaboration du DAO Sokodé-Bassar (57 km)	Banque Ouest Africaine de Développement	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	225 616 000	90 246 400	90 246 400
<b>109</b>	Projet d'aménagement et bitumage du grand contournement de Lomé (13,8km), du contournement d'Alédjo et de Défalé (17,19km), Réhabilitation et renforcement de Tandjouaré-Cinkassé (83km) et de la RN1- Golfe Club- Togblékopé sur 5 km :	- Banque Ouest Africaine de Développement - EXIM BANK (CHINE)	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	66 736 013 955		19 895 944 495
<b>110</b>	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Kabou - Guerrin Kouka (35 km)	Fonds Koweïtien pour le Développement	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	9 453 994 239		1 834 477 848

N	Titre	Statut	Financement	Modalité	Code	Titre	Objectif	Impact	Montant	Montant	Montant
111	Projet de construction de ponts métalliques modulables sur les routes en terre	Banque d'investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	3 514 925 246	1 511 165 840	1 511 165 840		
112	Projet de construction des ponts à Tanloaga et Dontougou	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	2 835 010 776		883 110 159		
113	Etude technico-économique et d'impact environnemental et social du projet d'aménagement et de bitumage de la route Guérin Kouka-Katchamba (26 km)	Banque Islamique de Développement	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	389 264 300	350 337 870	350 337 870		
114	Travaux d'aménagement et bitumage de la route RN24: Dapaong-Borgou-Mandouri (97 km)	Banque Ouest Africaine de Développement	Prêt	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	47 963 493 796		266 603 710		
115	Appui à la mise en œuvre du programme de Biosécurité de l'UEMOA	- Fonds Environnemental Mondial - Union Économique et Monétaire Ouest Africaine	Don en nature	108 - Eau assainissement environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles; de l'environnement du cadre de vie et des catastrophes				18 750 000	

N	Titre	Entité	Mode de financement	Code de projet	Code de secteur	Code de sous-secteur	Code de thème	Code de sous-thème										
116	Renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées (AP) du Togo	Fonds Environnemental Mondial	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	2 121 708 543	614 170 854	80 000 000									
117	Projet de développement Rural Intégré de la plaine de Mò (PDRI-Mò)	- Banque Islamique de Développement - Banque Ouest Africaine de Développement	Prêt	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce	2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	6 618 592 964 824		245 000 000									
118	Projet de grand Ecosystème marin du courant de Guinée: Lutte contre les pollutions marines par les boues des phosphates GEM/CG	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles			749 000 000									
119	Projet régional de facilitation du commerce et de transport sur le corridor Abidjan-Lagos (PFTCAL)	Banque Mondiale	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	7. Développement des Infrastructures	-2.2. Amélioration du climat des affaires -2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance	15 566 037 736		3 716 822 613									

N	Titre	Donneur	Don en espèce	Code	Thème	Titre	Montant	Statut	Statut	Statut
						2.5. Renforcement de l'intégration régionale				
<b>120</b>	Immunitisation plus large de la population en fonction de l'environnement social sanitaire	GAVI	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	2.6. Gestion efficace des ressources naturelles, de l'environnement, du cadre de vie et des catastrophes naturelles	533 018 000			
<b>PILIER 3: DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN</b>										
<b>121</b>	Amélioration de la gestion des ressources humaines en santé et du médicament	Agence Française de Développement	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé	328 947 368	43 043 569 869	232 181 969 994	58 170 952 135
<b>122</b>	Fonds d'étude pour le renforcement des capacités-Education (FERC-Education)	Agence Française de Développement	Don en espèce	109 - Éducation	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	431 435 526	5 263 157 895		
<b>123</b>	Programme d'éducation et de renforcement institutionnel(peri)	Banque Mondiale	Don en espèce	109 - Éducation	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de	3 778 122 293		6 715 617 225	

N												
<b>124</b>	Renforcement des capacités pour les comptables professionnels	Banque Mondiale	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	formation	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation					25 737 186
<b>125</b>	Projet de réhabilitation et création de point d'eau dans la région des Plateaux	Agence Française de Développement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement						4 596 647 368
<b>126</b>	Appui au ministère de la santé	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé						4 845 581 395
<b>127</b>	Cadres juridique et institutionnel	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	102 - Justice, Droits de l'Homme et Sécurité	1. Services des Organes de Souveraineté	3.5. Promotion de l'équité et de l'égalité de genre						48 233 953
<b>128</b>	CNLS/CRT: centres conviviaux jeunes	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale						23 173 023
<b>129</b>	Violences basées sur le genre	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.5. Promotion de l'équité et de l'égalité de genre						45 837 209
<b>130</b>	Education: éducation en matière VIH-APC	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation						24 275 349

N	Titre	Organisme	Type de don	Code	Thème	Objectif	Impact	Montant	Statut	Année
131	Prévention IST/VIH	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		23 528 372		
132	Prévention IST-VIH jeunes	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		7 418 140		
133	Renforcement des capacités de la coordination en santé de la reproduction	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		24 806 047		
134	Offre accrue soins de qualité	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		102 642 791		
135	Appui à l'Autonomisation des Jeunes	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication	3.7. Promotion de la jeunesse, du sport et des loisirs		17 569 302		
136	Appui à la protection des personnes âgées	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale		13 295 488		
137	Appui aux Universités et au Ministère de l'enseignement et de la recherche	Service de Coopération et d'Actions Culturelles	Don en nature	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation		47 368 421		
138	Projet de 2007 prévention du VIH/SIDA	Bornefonden (Fondation des	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des	236 691 383	105 347 229	105 347 229	

N	↳	✎	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄	📄
			Enfants)										
<b>139</b>	Santé		Bornefonden (Fondation des Enfants)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	Développement du système et des services de santé	3.2.	524 005 154	3 16 951 000	3 16 951 000		316 951 000
<b>140</b>	Activités Génératrices de revenus		Bornefonden (Fondation des Enfants)	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	8. Production et Commerce	Développement du système et des services de santé	3.2.	182 708 215	50 202 558	50 202 558		50 202 558
<b>141</b>	Di 2011 projet (EDUCATION)		Bornefonden (Fondation des Enfants)	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation		54 832 778	54 832 778	54 832 778		54 832 778
<b>142</b>	Appui aux programmes de Santé		Organisation Mondiale pour la Santé	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	Développement du système et des services de santé	3.2.	1 411 320 755				1 136 937 209
<b>143</b>	Appui aux politiques et systèmes de santé		Organisation Mondiale pour la Santé	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	Développement du système et des services de santé	3.2.	54 716 981				45 153 488
<b>144</b>	Projet éducation pour tous au Togo		- Agence Française de Développement - Banque Mondiale	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation		6 578 947 368				9 752 666 298
<b>145</b>	Création d'emplois		Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	8. Production et Commerce				125 628 141			111 162 791

N	Titre	Source	Montant	Code	Activité	Objectif	Impact	Relevé	Montant	Montant	Montant
<b>146</b>	Sensibilisation pour la prévention du dopage dans le sport en milieu scolaire au Togo	UNESCO	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche				5 477 085		4 020 101
<b>147</b>	Stage de perfectionnement des dirigeants sportifs féminins	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et Gouvernements ayant le français en partage (CONFIEJES)	Don en espèce	109 - Education	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication				8 000 000		8 000 000
<b>148</b>	Renforcement des capacités des cadres du département sur le management, la gestion axée sur les résultats (GAR)	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et Gouvernements ayant le français en partage (CONFIEJES)	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche				4 200 000		4 200 000
<b>149</b>	Atelier de réflexion sur la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur au Togo	UNESCO	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation			10 050 251		10 050 251
<b>150</b>	Renforcement des capacités et appui à l'édition du bulletin d'information de la Commission nationale pour l'UNESCO	UNESCO	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation					2 790 698
<b>151</b>	Formation en planification stratégique dans la Région Francophone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre 1ère Session du 24 janvier au 05 février 2011 au CESAG - GNAMETCHO	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé					1 128 837

N	Titre	Source	Don en espèce	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code	Titre	Code
152	Appui décentralisé au secteur de la Santé	Union Européenne	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	Santé et Action sociale							102 063 242
153	Assistance au gouvernement du Togo dans la prévention et le contrôle de l'influenza a vinaire hautement pathogène (IAHP)	Union Européenne	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	Santé et Action sociale							4 000 000
154	Programme pluriannuel de micro-réalizations - 5eme PPMR	Union Européenne	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	Administration et Développement des Infrastructures							59 562 569
155	Projets dans le domaine de l'assainissement (WATER FACILITY)	Union Européenne	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	Administration et Développement des Infrastructures							790 535 106
156	Projets dans le domaine de l'Education	Union Européenne	Don en espèce	109 - Education	Enseignement, Formation et Recherche							415 849 844
157	Projets dans le domaine de l'égalité Hommes / Femmes	Union Européenne	Don en espèce	109 - Education	Enseignement, Formation et Recherche							151 990 485
158	Droit à la survie (Santé)	Plan International	Contrepartie en nature	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale			3.2. Développement du système et des services de santé			824 306 907	824 306 907
159	Droit à l'Education	Plan International	Contrepartie en nature	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche			3.1. Promotion du système d'éducation et de formation			469 049 834	469 049 834

N	Titre	Donateur	Montant	Code	Activité	Objectif	Montant	Montant	Montant	Montant
<b>160</b>	Droit à la protection	Plan International	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale	947 188 896	947 188 896	947 188 896	947 188 896
<b>161</b>	Faire Ensemble	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	1 148 401 668	1 148 401 668	1 148 401 668	1 148 401 668
<b>162</b>	Paquet essentiel intégré Kara Savanes	- Agence Japonaise de Coopération Internationale - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	- 105 - Agriculture et sécurité alimentaire - 108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie - 110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	- 3.2. Développement du système et des services de santé - 3.3. Améliorer la situation nutritionnelle des populations - 3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement	1 060 662 617	1 131 807 035	1 060 662 617	1 047 579 535
<b>163</b>	Politique équilibrable en santé/Utilisation du paquet essentiel	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en nature	110 - Santé et VIH - SIDA	- 6. Santé et Action Sociale - 7. Administration et Développement des Infrastructures	- 3.2. Développement du système et des services de santé - 3.6. Protection sociale	502 395 980	502 395 980	502 395 980	502 395 980
<b>164</b>	Accès à l'éducation de base	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	344 742 714	344 742 714	344 742 714	344 742 714
<b>165</b>	Qualité de l'éducation	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	355 310 050	355 310 050	355 310 050	355 310 050

N	項目	供	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種	種
<b>166</b>	Pilotage du système éducatif	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	109 - Education	Recherche	d'éducation et de formation	811 287 437	811 287 437	811 287 437									
<b>167</b>	Gouvernance pour les droits de l'enfant	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale	170 056 281	170 056 281	170 056 281									
<b>168</b>	Services sociaux de base pour les enfants	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale	241 266 834	241 049 246	241 266 834									
<b>169</b>	Changement social pour la protection	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale	143 260 804	143 260 804	143 260 804									
<b>170</b>	Prise en charge des besoins des Réfugiés et personnes sous mandat de l'UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	Don en nature	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale		1 237 504 523										
<b>171</b>	Assistance aux Rapatriés Togolais	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	Don en nature	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale		93 675 879										
<b>172</b>	Adduction en Eau Potable de 3 chefs lieux de préfectures dans la région des Plateaux (Elavagnon, Danyi, Tohou)	Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique	Prêt	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement	3 300 000 000	119 874 000	3 300 000 000									

N	Projet	Entité	Don en espèce	Code	Thème	Titre	Code	He	Fr	Ch	Ch
<b>173</b>	Projet de développement communautaire (PDC)	Banque Mondiale	Don en espèce	- 105 - Agriculture et sécurité alimentaire - 109 - Education	-4. Enseignement Formation et Recherche - 8. Production et Commerce	- 2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance - 3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	8 037 383 178		4 800 024 121		
<b>174</b>	VIXOASI	- Ambassade d'Espagne - Ambassade de Suisse - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale		13 148 100	26 296 200		
<b>175</b>	EDUCATION	Bonafonden (Fondation des Enfants)	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	1 028 613 458	565 633 629	565 633 629		
<b>176</b>	Fonds d'étude pour le renforcement des capacités (FERC)	Agence Française de Développement	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	657 894 737		123 749 342		
<b>177</b>	Projets de l'enveloppe FSD 2009	Service de Coopération et d'Actions	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale		294 561 842	104 605 263	104 605 263		

N	Titre	Porteur	Spécificité	Thème	Code	Objectif	Impact	Indicateur	Montant	Année
<b>178</b>	Empowerment Programme for Deaf and Hard of Hearing Persons	Culturelles	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale		109 476 316	109 476 316	
<b>179</b>	Réduction de la pauvreté et localisation des OMD	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	8. Production et Commerce			352 763 819	312 093 023	
<b>180</b>	Formation en planification stratégique dans la Région Francophone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre 1ère Session du 24 janvier au 05 février 2011 au CESAG - Dr AKAYA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 212 563	1 128 837	
<b>181</b>	Formation en planification stratégique dans la Région Francophone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre 1ère Session du 24 janvier au 05 février 2011 au CESAG - YINA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 212 563	1 128 837	
<b>182</b>	Formation en planification stratégique dans la Région Francophone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre 1ère Session du 24 janvier au 05 février 2011 au CESAG - AMOUSSOU	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 212 563	1 128 837	
<b>183</b>	Travel Authorization for Travel Request Minister TOZOU: Ministerial Conference for Judges on HIV, Laws and Human Rights organized by RSTWCA in collaboration with UNDP & OHCHR	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 328 643	1 229 767	
<b>184</b>	Travel Authorization for Travel Request Mrs GOUNA-TIGOE Yawo: CSO Consultation on Universal access,	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 084 925		

N	📅	📍	🏛️	🏠	📄	🏠	🏠	🏠	🏠	🏠	🏠	🏠	🏠
	Dakar, Senegal, 28/02/2011	VIH et le SIDA							services de santé				1 004 186
<b>185</b>	Travel Authorization for Travel Request Mr EBY Ehououd Pascal: Regional Workshop on Monitoring and Evaluation, Lomé, Togo, 23-25 March 2011.	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé			900 503				833 488
<b>186</b>	Atelier Amélioration de la performance du rapportage des données sur la réponse nationale au VIH des 6 régions sanitaires (CNLS) et formation sur l'outil d'évaluation des Ressources et des Dépenses nationales de lutte contre le Sida (REDES)	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé							12 566 977
<b>187</b>	Mission préparatoire Processus Elaboration PSN 2011-2015 Mme Katy Cisse WONE - CNLS	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé							4 486 977
<b>188</b>	Travel Authorization for Travel Request Mr Yawo AGBOGAN to attend EPP Spectrum Training Dakar, Senegal, 18- 20 May 2011	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé			1 252 261				1 159 070
<b>189</b>	Travel Authorization for Travel Request Ms Mireille DAVID to attend the Effective Grant Implementation workshop in Nairobi on 23-25	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé			1 295 477				1 199 070

N	Titre	Donateur	Statut	Code	Thème	Objectif	Impact	Montant	Année	Statut	Montant
<b>190</b>	Travel Authorization for Travel Request Mrs Antoinette AWAGA to attend the Effective Grant Implementation workshop in Nairobi on 23-25 May 2011: TOG1641791047	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	Développement du système et des services de santé	1 287 437				1 287 437
<b>191</b>	Renforcement de la lutte antipaludéen	Fonds Mondial	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	Développement du système et des services de santé	8 040 201				7 441 860
<b>192</b>	Promotion de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et de ressources hydrauliques	Programme des Nations Unies pour l'Environnement	Don en espèce	- 105 - Agriculture et sécurité alimentaire - 108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	8. Production et Commerce	3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement	58 000				29 145 729
<b>193</b>	Fonds des Microprojets culturels	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	106 - Secteur Privé et Compétitivité	8. Production et Commerce	-2.4. Développement des infrastructures de soutien à la croissance					10 677 177
<b>194</b>	Aide aux sinistrés	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	105 - Agriculture et sécurité alimentaire	6. Santé et Action Sociale						32 794 209
<b>195</b>	Congrès International WASCAL	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	101 - Gouvernance Politique et Administrative	4. Enseignement Formation et Recherche						130 119 140

N	Titre	Origine	Montant	Objet	Code	Titre	Montant	Objet	Code	Titre	Montant	Objet	Code
196	Stages éducatifs	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	109 – Éducation	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	2 613 000						
197	Séminaire Formation d'entraîneurs en athlétisme	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	109 – Éducation	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication	3.7. Promotion de la jeunesse, du sport et des loisirs	3 441 000						
198	Etude et réalisation d'un documentaire éducatif sur la danse traditionnelle T'bol "Danse du feu" en pays Bassar au Togo	UNESCO	Don en espèce	109 – Éducation	5. Culture, Sport, Jeunesse, Loisir et Communication	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	9 618 090						
199	Stratégie de coopération OMS-TOGO	Organisation Mondiale pour la Santé	Don en espèce	110 - Santé et VIH-SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé	2 060 883						
200	Projet d'appui au Réseau des centres de Français langue étrangère d'Afrique (RECFLA) : Togo - Bénin-Ghana-Nigeria	Service de Coopération et d'Actions Culturelles	Don en espèce	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	87 821 711						
201	Projet de renforcement des capacités en planification stratégique et suivi-évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté	Banque Africaine de Développement BAD	Prêt	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	5 759 941	361 458 750					
202	TOGO PNLIT	DAHW	Don en espèce	110 - Santé et VIH-SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé	42 230 376						
203	TOGO PNLUB-LP	DAHW	Don en espèce	110 - Santé et VIH-SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement	61 742 194						

N	Projet	Origine	Titulaire	Spécificité	Thématique	Impact	Objectifs	Indicateurs	Montant	Statut	Année
				espèce	SIDA	Sociale	du système et des services de santé				
<b>204</b>	CNRT-TSEVIE	DAHW	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		26 247 510			
<b>205</b>	Intensification de lutte contre le VIH/SIDA	Fonds Mondial	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		1 002 413 488			
<b>206</b>	Poursuite de la transformation des collèges d'enseignement technique de Kpalimé et de Dapaong en centres régionaux d'enseignement technique et de formation professionnelle	- Banque Africaine de Développement BAD - Gouvernement du Togo	Prêt	109 - Education	4. Enseignement Formation et Recherche	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation		3 015 281			
<b>207</b>	Appui au CNLS & Mise en œuvre	Programme des Nations Unies pour le Développement	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		102 790 698	72 864 322		
<b>208</b>	Amélioration de la qualité et de la disponibilité des services de santé de la reproduction	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		157 044 186			
<b>209</b>	BURULIVAC EC	DAHW	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé		72 038 640	220 000 000		

N	Titre	Entité	Statut	Code	Thème	Objectif	Impact	Indicateur	Montant	Montant	Montant	Montant
210	Pérennisation de l'accès aux services de prévention et de traitement lépre et tuberculose	Fonds Mondial	Don en espèce	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	services de santé	158 013 488	158 013 488	158 013 488	158 013 488		
211	Fonds spéciaux mobilisés	Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	3.6. Protection sociale					161 695 349	
212	Plaidoyer, dialogue, diffusion sur les évidences sur les enfants (filles et garçons) Plaidoyer Dialogue Mobilisation Fonds	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Don en espèce	104 - Gouvernance Economique et Capacités Institutionnelles	3. Administration Générale et Financière	3.1. Promotion du système d'éducation et de formation	56 458 291	56 458 291	56 458 291		56 797 990	
213	Projet d'Aménagement de la Zone Lagunaire de Lomé (PAZOL) extension	Banque Ouest Africaine de Développement	Don en espèce	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement	7 500 000 000		7 486 099 000			
214	Projet Santé-BID II	Banque Islamique de Développement	Prêt	110 - Santé et VIH - SIDA	6. Santé et Action Sociale	3.2. Développement du système et des services de santé					1 853 715 000	
215	Projet d'hydraulique rurale et semi urbain dans les régions de la Kara et Savanes	Banque Islamique de Développement	Prêt	108 - Eau assainissement, environnement et cadre de vie	7. Administration et Développement des Infrastructures	3.4. Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement					2 451 017 000	
216	Lancement de l'Institut National d'Assurance (INAM)	Bureau International du	Don en espèce	111 - Promotion et Protection Sociales	6. Santé et Action Sociale	3.6. Protection sociale	89 150 943	94 974 874		161 082		



N°	Titre du Projet	Agence donatrice	Type d'assistance	Comité Sectoriel	Secteur UEMOA	Programme DSRP-C - Sous Pilier	Coût du Projet (FCFA)	Engagements effectifs (FCFA)	Décaissements effectifs (FCFA)
		le Développement							
<b>224</b>	Sauvegarde du Patrimoine	Ambassade d'Allemagne	Don en espèce	107 - Infrastructure de Soutien à la Croissance	3. Administration Générale et Financière	4.1. Renforcement de la gouvernance locale			719 801
	<b>TOTAL</b>							<b>1 037 748 785 063</b>	<b>190 386 432 709</b>

## Conclusion

Après trois éditions successives du Rapport sur l'Aide Publique au Développement (RAPD) 2006-2008, 2009 et 2010, le Togo, par l'élaboration de celui de 2011, renoue désormais avec l'habitude de publication d'informations sur l'aide publique au développement suspendue en 2005. Contrairement aux RAPD précédents qui étaient élaborés sous la conduite d'un consultant, le RAPD 2011 a été élaboré par une équipe interministérielle composée des cadres du ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire et ceux de l'Economie et des Finances. Cet exercice participatif marque la volonté du Gouvernement de s'approprier les outils de coordination et de suivi de l'aide publique au développement. C'est à juste titre que

la plateforme de gestion de l'aide a été mise en place par le gouvernement avec l'appui de ses donateurs, plateforme à partir de laquelle les données ont été collectées pour servir à l'élaboration du présent rapport.

Le volume de l'aide enregistré en 2011 (383 664 634 millions USD) traduit l'adhésion et la confiance des donateurs à la stratégie nationale.

Pour l'année 2011, l'aide reçue par le Togo a connu globalement une hausse suite aux réformes engagées par le gouvernement. Pour maintenir cette tendance à la hausse, il est nécessaire que ces réformes déjà entreprises se poursuivent et s'améliorent davantage. Par ailleurs l'élaboration du RAPD sera facilitée par la mise à disposition régulière des informations relatives à l'aide de la part des donateurs.

# ANNEXE

---

## Annexe 1 : Liste des membres de l'équipe chargée de l'élaboration du RAPD 2011

Nom	Prénoms	Service
ADJINAKO	Kantou	Direction de la Coordination du Développement Administrateur PGA
ADJOUSI	Akédaguè	Cabinet du Ministre en charge de la planification
AGLOBO	Djigbodi	Secrétariat Technique du DSRP
ANAKPA	Essokiza	Direction du Budget
ANAMINA	A. Dissougma	Direction Générale de la Planification et du Développement Administrateur PGA
AWUSAH	Akou	Cabinet du Ministre en charge de la planification
BAWA	Rachidatou	Direction de la Coordination du Développement Administrateur PGA
DANYAYA SEIDOU	Issifou	Direction Générale de la Planification et du Développement
DAO Alaza	Wiyao	Direction de la Planification et du Développement Administrateur PGA
EKPAOU	Kadanga	Direction du Financement et du Contrôle de l'Exécution du Plan
HODOR	K. William	Direction Générale de la Planification et du Développement Administrateur PGA
JOHNSON	Ablamba	Cabinet du Ministre en charge de la planification Administrateur PGA
KOULINTEA	Assoula	Direction de la Planification et du Développement Administrateur PGA
KOUTOURE	Kanfoutin	Direction Générale de la Planification Régionale et de l'Aménagement du Territoire
TSOMANA	Komlavi	Direction Générale de la Planification et du Développement



### Annexe 3 : Classification des groupes de Donateurs

Logo	Logo	Logo	Logo
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique	ACBF	Multilatéral	ACBF
Ambassade d'Algérie	Ambassade d'Algérie	Bilatéral	Algérie
Ambassade d'Allemagne	DEUTCH	Bilatéral	Allemagne
DAHAW	DAHAW		
Fonds Allemand de Développement	GTZ		
Fonds Hans Saedel	FHS		
IfA	IfA		
KFW	KFW		
Service Allemand de Développement	DED		
Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination	GAVI	Multilatéral	Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID)	USAID	Bilatéral	Amérique
Ambassade des Etats Unis d'Amérique	AEUA	Bilatéral	
Appui au Renforcement de l'Indépendance Vaccinale en Afrique	ARIVA	Multilatéral	Appui au Renforcement de l'Indépendance Vaccinale en Afrique
Association pour le Développement de la Riziculture de l'Afrique de l'Ouest	ADRAO	Multilatéral	Association pour le Développement de la Riziculture de l'Afrique de l'Ouest
Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique	BADEA	Multilatéral	Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique
Banque Européenne d'Investissement	BEI	Multilatéral	Banque Européenne d'Investissement
Banque Internationale pour l'Afrique	BIA	Multilatéral	Banque Internationale pour l'Afrique

Nom de l'organisation	Acronyme de l'organisation	Type	Groupe
Banque Islamique de Développement	BID	Multilatéral	Banque Islamique de Développement
Banque Mondiale	BM	Multilatéral	Banque Mondiale
Société Financière Internationale	SFI	Multilatéral	
Ambassade de Belgique	Ambassade de Belgique	Bilatéral	Belgique
Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Agence interGouvernementale de la Francophonie (BRAO)	BRAO	Multilatéral	BRAO
Agence Canadienne de Développement International	ACDI	Bilatéral	Canada
Ambassade du Canada	Ambassade Canada	Bilatéral	
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	BCEAO	Multilatéral	CEDEAO
Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO	BIDC	Multilatéral	
Banque Ouest Africaine de Développement	BOAD	Multilatéral	
Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	CEDEAO	Multilatéral	
Union Économique et Monétaire Ouest Africaine	UEMOA	Multilatéral	CERF
OCHA	CERF	Multilatéral	
Ambassade de CHINE	CHINE	Bilatéral	Chine
Coopération de la République Populaire de Chine	Coopération de la République Populaire de Chine	Bilatéral	
EXIM BANK (CHINE)	EXIM BANK	Bilatéral	
Convention pour la Désertification	CCD	Multilatéral	Convention pour la Désertification
Croix Rouge Suisse au Togo (CRST)	CRST	Multilatéral	Croix Rouge Suisse au Togo (CRST)
Danemark	DNK	Bilatéral	Danemark

Logo	Titre	Logo	Logo	Logo
DANIDA	DANIDA	Bilatéral		
Ambassade d'Espagne	Ambassade d'Espagne	Bilatéral	Espagne	
FAE	FAE	Multilatéral	FAE	
Fond de Garantie du Conseil de l'Entente	FGCE	Multilatéral	FGCE	
FIFA	FIFA	Bilatéral	FIFA	
Fonds Monétaire International	FMI	Multilatéral	FMI	
FOE-Ghana	FOE	Organisation de la société civile	FOE	
Fondation Charles Léopold PAYER pour le Progrès de l'Homme (FPH)	FPH	Multilatéral	FPH	
Agence Française de Développement	AFD	Bilatéral		
Ambassade de France	Ambassade de France	Bilatéral	France	
Service de Coopération et d'Actions Culturelles	SCAC	Bilatéral		
Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) / Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire	GAFSP	Multilatéral	GAFSP	
Global Food Response Program (GFRP) / Programme Mondial de Réponse à la Crise Alimentaire	GFRP	Multilatéral	GFRP	
BAD/FAD	FAD	Multilatéral		
Banque Africaine de Développement BAD	BAD	Multilatéral	Groupe Banque Africaine de Développement	
Agences d'appui aux initiatives de base	AGAIB	Organisation de la société civile		
CONGREMA	CONGREMA	Organisation de la société civile		
Fondation Prince Albert 2 de Monaco	FPA2M	Organisation de la société civile	Groupe Organisations de la société civile	
Fondazione Milano per Expo 2015	FME	Organisation de la société civile		

Nom de l'organisation	Acronyme de l'organisation	Type	Groupe
Fédération des ONG au Togo	FONGTO	Organisation de la société civile	Groupe Organisations de la société civile
GARED	GARED	Organisation de la société civile	
Groupe de réflexion et d'action Femme Démocratie et Développement (GF2D)	GF2D	Organisation de la société civile	
ROTARI CLUB	ROTARI	Organisation de la société civile	
Union des ONG du Togo	UONGTO	Organisation de la société civile	
Agence Japonaise de Coopération Internationale	JICA	Bilatéral	
Fonds Koweïtien pour le Développement	FKD	Bilatéral	
Aide et Action	AA	Organisation de la société civile	
Amis de la Terre	AT	Organisation de la société civile	
Bornefonden (Fondation des Enfants)	Bornefonden	Organisation de la société civile	
Bureau International Catholique pour l'Enfance	BICE	Organisation de la société civile	
Care International	CI	Organisation de la société civile	
Centre International de Développement et de Recherche	CIDR	Organisation de la société civile	
Christoffen Blinden Mission	CBM	Organisation de la société civile	
Croix Rouge Internationale	CICR	Organisation de la société civile	
Handicap International	HI	Organisation de la société civile	
			ONG Internationale
			Japon
			Koweït

Nom de l'organisation	Acronyme de l'organisation	Type	Groupe
JunTa Andaluçia (JA)	JA	Organisation de la société civile	
Plan International	PLAN	Organisation de la société civile	
Population Service Internationale	PSI	Organisation de la société civile	
Save The Children	STC	Organisation de la société civile	
Terre Des Hommes Espagne	TDHE	Organisation de la société civile	
Terre Des Hommes Lausanne	TDH LAUSANNE	Organisation de la société civile	
Terre des Hommes Togo (Tdh)	TDH	Organisation de la société civile	
WANEP	WANEP	Organisation de la société civile	
WildAF	WildAF	Organisation de la société civile	
Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et Gouvernements ayant le français en partage	CONFESJES	Multilatéral	Organisation Internationale de la Francophonie
Organisation Internationale de la Francophonie	OIF	Multilatéral	
Organisation Internationale du Bois Tropical	OIBT	Multilatéral	Organisation Internationale du Bois Tropical
Portugal	PORTUGAL	Bilatéral	PORTUGAL
Réseau de Développement Durable en Afrique	REDDA	Multilatéral	Réseau de Développement Durable en Afrique
Fonds Saoudien de Développement	FSD	Bilatéral	Royaume d'Arabie Saoudite

			
Association Crédit d'Impôt Recherche	CIR	Secteur privé	Secteur Privé
BPEC-TOGO	BPEC	Secteur privé	
BRS-TOGO	BRS	Secteur privé	Secteur Privé
Fonds CIR	FCIR	Secteur privé	
Groupe Bolloré	GB	Secteur privé	Secteur Privé
Institut Goethe	Institut Goethe	Secteur privé	
Ambassade de Suisse	Ambassade de Suisse	Bilatéral	Suisse
Bureau International du Travail	BIT	Multilatéral	
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	UNICEF	Multilatéral	Système des Nations Unies
Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)	FNUAP	Multilatéral	
Fonds Environnemental Mondial	FEM	Multilatéral	
Fonds International de Développement Agricole	FIDA	Multilatéral	
Fonds Mondial	FM	Multilatéral	
Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	HCDH	Multilatéral	
Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	UNHCR	Multilatéral	
Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Agriculture	FAO	Multilatéral	
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	ONUDI	Multilatéral	
Organisation Mondiale pour la Santé	OMS	Multilatéral	
Programme Alimentaire Mondiale	PAM	Multilatéral	

Logo	Logo	Logo	Logo
Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA	ONUSIDA	Multilatéral	
Programme des Nations Unies pour l'Environnement	PNUE	Multilatéral	Système des Nations Unies
Programme des Nations Unies pour le Développement	PNUD	Multilatéral	
Système des Nations Unies	SNU	Multilatéral	
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture	UNESCO	Multilatéral	
Ambassade de Tunisie	Ambassade de Tunisie	Bilatéral	
Fonds Européen de Développement (UE/FED)	FED	Multilatéral	Union Européenne
Fonds Européen de Stabilisation des Exportations	STABEX	Multilatéral	
Union Européenne	UE	Multilatéral	

## Annexe 4 : Parités du Franc CFA par rapport aux autres monnaies

Code	Nom de la devise	Code Devise Source	Nom Devise Source	Date	Taux
CAD	Dollar Canadien	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.00207
CHF	Franc Suisse	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.00189
CNY	Yuan Chinois	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.01397
EUR	Euro	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.00152
GBP	Pound Sterling	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.00132
JPY	Yen Japonais	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.17447
UC	Unité de compte BAD	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.001351699
USD	Dollar Américain	XOF	Franc CFA	<u>31/12/2011</u>	0.00215
LYD	Dinar Lybien	XOF	Franc CFA	<u>17/11/2011</u>	0.0025545
CAD	Dollar Canadien	XOF	Franc CFA	<u>27/05/2011</u>	0.0022545
XOF	Franc CFA	XOF	Franc CFA	<u>01/01/2011</u>	1



RAPPORT SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT  
**RAPD 2011**